

ARMÉES

D'AUJOURD'HUI

AFGHANISTAN :
MISSION D'ESCORTE POUR
CONVOI A RISQUES

**11 NOVEMBRE 1918
90 ANS APRES
COMMENT SE SOUVENIR ?**



M 01139 - 335 - F : 3,00 €



Contrat d'assurance vie en unités de compte
à capital garanti à échéance

Donnez le sourire
à votre épargne !

AGPM Opportunité 4

- 100 % du capital garanti à l'échéance
- 0 € de frais sur versements
- 500 € de versement minimum

Appelez le 32 22* ou visitez agpm.fr

IMPORTANT

Souscription du 03/11/2008 au 16/01/2009 ou
dans la limite de 10 millions d'euros d'encours

Pour vous, on s'engage jusqu'au bout

AGPM
ASSURANCE, ÉPARGNE, PRÉVOYANCE

VIKGP A870178 • Armées d'aujourd'hui • AGPM Vie - Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes régie par le Code des assurances - SIRET 330 220 419 00015 APE 6512Z - Rue Nicolas Appert 83006 Toulon CEDEX 9
crédit photo : Yur Arcursi / Fotolia • 32 22 en France métropolitaine (0,09 €/min depuis un poste fixe Orange France Telecom). Coût variable depuis les autres opérateurs de téléphone fixe ou mobile et + 33 4 88 69 32 22 depuis l'étranger et les DOM - PDM.

S o m m a i r e

N° 335

FORCES EN ACTION

- 4** Afghanistan : mission d'escorte pour convoi à risques
- 10** Olives Noires 08 : cocktail explosif
- 14** Rencontre : La botte du soldat
- 16** Instantanés

ENJEUX

- 18** Visages des insurgés en Afghanistan

MODERNISATION

- 24** Harmoniser les textes réglementaires pour un soutien plus efficace
- 28** Fiche technique et entretien sur le Centre de formation au management du ministère de la Défense (CFMD)

FOCUS DÉFENSE

- 30** Repères
- 32** Inspection nucléaire à l'essai dans la steppe Kazakh
- 36** Défense : l'Europe à Deauville
- 38** Défense 2009 : projet de budget en hausse

DOSSIER

- 40** 1918 - 2008 : 90 ans après, comment se souvenir ?

INDUSTRIES ET TECHNOLOGIES

- 56** La performance en série

DÉTOURS

- 60** Associations et agenda
- 62** Sport : 20 km de Paris, les militaires dans le top 20

PERSPECTIVES

- 64** Document
- 65** Histoire

KIOSQUE

- 66** Sélection



4

FORCES EN ACTION

Afghanistan : mission d'escorte pour convoi à risques

Des militaires français (OMLT), encadrent un convoi pour ravitailler en essence deux bases militaires. Ils empruntent Highway One : l'axe routier le plus dangereux d'Afghanistan.



40

DOSSIER

1918-2008 : 90 ans après, comment se souvenir ?

Le ministère de la Défense souhaite sensibiliser l'ensemble de la société à la transmission de la mémoire de la Première Guerre mondiale.



56

INDUSTRIE ET TECHNOLOGIES

La performance en série

Les munitions doivent garantir un maximum de sécurité dans leur emploi, leur transport, leur stockage et leur démantèlement. Nexter Munitions a présenté la première munition insensible produite en série avec le procédé dit de « coulé-fondu ».



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Direction : Directeur de la publication : L. Teisseire. Directeur de la rédaction : lieutenant-colonel (terre) B. Brulon. Chef du bureau de la rédaction : lieutenant-colonel (air) N. Martin. Rédacteur en chef : commandant (terre) O. Destefanis (01 44 42 43 01). Rédacteur en chef adjoint : adjudant (terre) S. Froidure (81 66). Secrétariat de rédaction : sergent (terre) I. Bobinet (47 09), Y. Le Guludec (80 51). Rédaction : contacts Opérations, emploi des forces : enseigne de vaisseau (marine) C. Glock (40 04), Y. Brand (55 05), A. Le Calvé (47 27) ; contacts Politique de la défense et géopolitique : aspirant (marine) M. Claude (45 83), J. Fouineau (33 18), A. Hunter-Rousselle (58 72) ; contacts Défense et société : C. Bobbera (48 07), sergent (air) C. Pitault (48 02) ; contacts Économie de la défense et technologies : lieutenant (terre) A.-L. Llouquet (48 01), T. Sotty (48 11), L. Verhaeghe (48 26). Prestations intellectuelles : P. Journoud. Service photo : adjudant-chef (air) B. Biasutto (47 44), S. Brandin (48 35), caporal-chef (terre) C. Fiard (48 40). Directeur de fabrication : S. Couplier (01 56 77 23 08). Section diffusion : S. Couplier (01 56 77 23 08). Conception graphique : O. Spadaccini. Photogravure : Alliage. Impression : Québecor. Routage : CRP. Commission paritaire n°0211 B 05686. Dépôt légal : février 2003. Délégation à l'information et à la communication de la défense - BP 33 - 00445 Armées. Internet : www.defense.gouv.fr. Contact abonnements : 01 56 77 23 08. Contact publicité (ECPAD) : T. Lepesch : 01 49 60 58 56.

Photo de couverture : Pascal Proust / PQR / République du Centre

FORCES en action

Le convoi au départ de Darulaman, un bourg de la banlieue de Kaboul. Direction : la base avancée américaine d'Airborne.





Mission d'escorte pour convoi à risques

Des militaires français des OMLT, ces unités de la coalition qui ont pour mission de former l'armée nationale afghane, encadrent un convoi pour ravitailler en essence deux bases militaires. Quittant Kaboul en direction du Sud, ils empruntent Highway One, l'axe routier le plus dangereux d'Afghanistan.

PAR ANNE-LISE LLOUQUET. PHOTOS : CHRISTOPHE FIARD



**Ci dessus : Soldats de l'armée nationale afghane.
Ci-contre : Dès la sortie de Kaboul, les soldats arment leur mitrailleuse et scrutent les abords de la route. Le convoi file sur Highway One, vers le Sud.**



« **C**e matin, mission d'escorte d'un convoi de ravitaillement carburant pour l'ANA [armée nationale afghane] sur Highway One. Nous ferons une première halte sur la base avancée Airborne pour livrer 4 000 litres, puis à Sayed Abad, 2 000 litres. Retour prévu à 16 h. Si tout va bien... » La Highway One est l'un des axes routiers les plus dangereux d'Afghanistan. Il relie Kaboul à Kandahar, au sud. L'adjudant V., chef de la mission, rappelle les consignes de sécurité. « En ville, les véhicules doivent être au plus près les uns des autres. On circule rapidement, et en décalé de préférence. Hors de Kaboul, 150 à 200 mètres de distance... Si on est pris à partie, on riposte et on dégage rapidement la zone. » Primordiales, ces consignes répétées chaque jour rassurent les soldats avant le départ et les mettent en condition.

« Allez, c'est parti... » Le brigadier-chef D. se dirige vers l'un des VAB (véhicule de l'avant blindé). Il ouvre une trappe du toit, s'y glisse et prend place, debout, le haut du corps hors du blindé. Il ajuste son casque lourd, son masque de protection, approvisionne et arme son Famas. Le pistolet automatique accroché au gilet pare-balle de 17 kilos, il est prêt à remplir sa mission, comme toujours depuis deux mois. « En Afghanistan depuis quinze jours, je conduisais le VAB, quand un IED [improvised explosive device] a explosé, un mètre devant mon véhicule. On a décollé du sol, senti une grosse secousse et puis, plus rien. Ça arrive... », dit-il avec le sourire.

Des bombes de fortune dans des poubelles en plastique

Le convoi – quatre VAB, un véhicule blindé léger (VBL) et trois 4x4 de l'ANA escortant deux camions-citernes – quitte Darulaman. Ce bourg de la banlieue de Kaboul accueille le camp américain « Dubs », où est stationnée la 1^{re} brigade des OMLT (*operational mentoring and liaison team*), ces militaires qui forment l'armée afghane. Les blindés se déplacent rapidement, évitant les nombreux cratères provoqués par les explosifs improvisés que les talibans posent quotidiennement. « En juillet, 50 IED ont explosé, nous avons pu en détruire 30 », explique le chef de bataillon C., du 13^e Régiment du génie de Valdahon. Ces bombes de fortune sont la principale menace à laquelle sont confrontés les militaires de la coalition. Conditionnés dans de simples poubelles en plastique, les 20 kg d'explosifs qu'elles contiennent en moyenne sont reliés à un détonateur et commandés à distance. Une des missions des sapeurs français du génie – dont l'expertise est reconnue – est de ►



Ci dessus : A l'intérieur d'un VAB, deux soldats équipés des nouveaux gilets pare-balle exercent une surveillance simultanée.

Ci dessous : Soldats français et afghan et un interprète. A droite : L'un des camions-citernes déchargeant sa cargaison.





«Aujourd'hui, on a traversé Kaboul en un quart d'heure.

Parfois, on met 45 minutes. On est devenu patients. Les OMLT, c'est une école de patience. Le rythme est différent... »

➤conseiller les démineurs de l'armée afghane. « Il y a quelques semaines, lors d'une instruction avec les militaires de l'ANA, alors que nous venions de détruire le dernier IED de la journée et que nous quittions la zone, nous avons subi un tir de mortier. Il faut savoir faire bien, et vite ! » explique l'adjudant C., sous-officier qualifié Minex (mines-explosifs).

Sur Highway One, malgré le calme apparent, la tension a grimpé. Depuis la sortie de Kaboul, les tireurs en tourelle ont armé leurs 12,7 mm et surveillent la montagne qui domine la route, où les talibans sont souvent embusqués. Le convoi logistique n'est pas le cœur de mission des OMLT, mais il faut assurer la protection des soldats afghans en attendant qu'ils soient en mesure d'organiser leurs propres déplacements logistiques et qu'ils deviennent autonomes. Donner toute son indépendance à l'armée afghane, telle est la mission des OMLT. « Entraînement, perfectionnement, conseil et évaluation sont les clés pour amener progressivement l'Afghanistan à assurer seule sa défense militaire », souligne le colonel A., chef de l'état-major de la 1^{re} brigade OMLT. Tous les *kandak* – équivalent d'un régiment français – sont « mentorés » par des équipes multinationales. 50 Français et six Américains suivent la progression d'un régiment afghan, à tous les échelons des corps de métier : infanterie, soutien, artillerie, génie, médecine...

Au sortir d'un chemin tortueux où le convoi disparaît sous l'épaisse poussière ocre qu'il soulève, se dresse, au milieu des montagnes, la base avancée Airborne, première étape de la mission. Le camp américain ouvre ses portes. La quinzaine de Français débarque des véhicules en attendant que les soldats de l'ANA livrent le carburant. « On laisse le premier camion-citerne "dépoter" ses 4 000 litres de fuel et on le récupère au retour, car ça risque d'être un peu long », annonce l'adjudant V.

Tous sont d'accord pour dire que les 70 km jusqu'ici ont été rapides et faciles. « Aujourd'hui, on a traversé Kaboul en un quart d'heure. Parfois, on met 45 minutes. On est devenu patients. Les

OMLT, c'est une école de patience. Le rythme afghan est différent. À nous de nous adapter, que ce soit pour la vie quotidienne ou en instruction, raconte l'adjudant-chef C., du 2^e Régiment du matériel. « Nous ne devons pas chercher à faire de l'armée afghane une armée occidentale, confirme le chef de bataillon C. Il nous faut modérer notre ardeur et respecter leur culture et leur rythme. Une séance d'instruction dure en moyenne une heure. Au-delà, les Afghans se montrent moins réceptifs. »

Choisir le bon moment

Les militaires des OMLT œuvrent pour permettre à l'Afghanistan de regagner sa souveraineté militaire avec le soutien logistique et tactique des forces de la coalition. En novembre, le *kandak* 2 infanterie, basé à Maywand, dans la vallée du Logar, pourra prétendre à son autonomie s'il obtient son « CM1 » (*Capability Milestone 1*), attribué par une équipe de contrôle américaine. « Je suis tout à fait en accord avec les conseils prodigués par l'armée française, que ce soit d'un point de vue tactique, de commandement ou logistique. Les militaires français sont convaincants et respectueux », explique le lieutenant-colonel F., chef du *kandak* 2. Le convoi repart pour Sayed Abad, le dernier camp militaire de ravitaillement, qu'il atteint sans encombre après 45 minutes de route. La moitié de la mission s'est bien déroulée. En partant tôt le matin, le convoi a limité les dangers. L'expérience du théâtre a démontré que les talibans privilégient certains types d'attaques selon les périodes de la journée. Les tirs de roquettes ont plutôt lieu le soir, les embuscades ou TIC (*troups in contact*) l'après-midi. Mais le risque est permanent. Les soldats le savent. « Les équipes OMLT sont très exposées, mais la mission est passionnante car nous sommes en phase avec les militaires afghans, tient à souligner le colonel A., commandant de la 1^{re} brigade des OMLT. Malgré le danger de la mission, tous mes hommes seraient prêts à revenir en Afghanistan si on le leur demandait. » ■



FORCES en action

Olives Noires 08 : cocktail explosif

Cet exercice de guerre des mines est organisé tous les deux ans par la Marine. En septembre, 14 chasseurs de mines des groupes permanents Atlantique et Méditerranée de l'Otan se sont entraînés à Hyères pour y « nettoyer » les fonds et les abords de la côte. L'occasion pour les Américains, les Britanniques et les Français de confronter les savoir-faire.

PAR CYNTHIA GLOCK. PHOTOS : EMMANUEL DONFUT / BALAO



Deux Américains, spécialistes de la plongée en eaux très peu profondes, face à une mine à orin, effectuant un relevé des fonds.



FORCES en action



Ci-dessous : Mise à l'eau d'un drone REMUS par deux Américains et un Britannique. Alors que les Français recourent à l'observation directe, les Anglo-Saxons privilégient la technologie. Ci-dessus : Pour repérer les mines, le drone procède à une "échographie" des fonds dont les résultats sont analysés par ordinateur. Avec une marge d'erreur qui peut s'avérer importante, notamment en présence d'algues.





« **P**our toutes les marines du monde, les plus gros dégâts causés aux navires sont dus, depuis 1950, à des explosions de mines plus qu'à tout autre type d'armes conventionnelles », explique le capitaine de frégate Jean Broch, planificateur à l'état-major français de conduite de guerre des mines et chef de l'état-major avancé d'Olives Noires 08. Organisé tous les deux ans par la marine française, cet exercice multinational a réuni cette année à Hyères (Var) 21 unités des deux groupes permanents de guerre de mines de l'Otan, Atlantique et Méditerranée. But de l'exercice : « Repérer la présence de mines sur cette partie du littoral méditerranéen et "nettoyer", si besoin, les abords des côtes. »

Cette nuit, 14 chasseurs de mines patrouillent sur les eaux calmes. « Grâce à leur coque réalisée dans un acier spécial ou dans un alliage de résine et de plastique, ils peuvent pénétrer dans un champ de mines sans risquer d'entrer en résonance magnétique avec celles-ci, explique le capitaine de corvette Patrice Cotten, commandant de l'Orion. Avec leurs sonars, leurs caméras et leurs systèmes de déminage, ils peuvent « rechercher et détruire des engins explosifs jusqu'à 200 m de fond », poursuit-il.

Quatre embarcations légères quittent le *Pluton* – le bâtiment-base du groupe des plongeurs démineurs de Méditerranée (GPDMéd) – et s'enfoncent dans la nuit en direction des côtes. À bord, une vingtaine d'hommes revêtus de leur "seconde" peau en néoprène et déjà chaussés de leurs palmes. Ce sont des spécialistes des *Very Shallow Waters* (VSW), les très petits fonds, qui vont de 0 m à 20 m, où les chasseurs ne peuvent opérer. Le détachement comprend des hommes du GPDMéd de Toulon ainsi que des Américains de l'Explosive Ordnance Disposal Mobile de San Diego et des Britanniques de la Royal Navy Fleet Diving de Portsmouth.

Au bout d'une heure et demie, la formation s'est suffisamment rapprochée du littoral et stoppe. Le temps de se saisir de leurs équipements, et les hommes disparaissent sans bruit dans l'eau, à la recherche des dizaines de mines d'exercice qui tapissent les fonds. « Nous pouvons sécuriser et "dépolluer" une zone de 1 km² en quatre nuits, affirme le premier maître Sylvain Blaise, chef d'équipe VSW. Dans la phase d'exploration comme pour la destruction des mines, nous travaillons dans le noir pour conserver un maximum de discrétion. Nos seuls repères : le cap à suivre, et le fil d'Ariane qu'on déroule pour délimiter notre zone. »

Armés de sonars portatifs et de GPS, les plongeurs procèdent d'abord à un quadrillage de la

zone et repèrent les engins jugés dangereux, dont ils prennent minutieusement les coordonnées. Dans une seconde phase, ils installeront sur ces mines des charges explosives dites "chronométriques" et les pétarderont lors de la dernière nuit de l'exercice. « Cette nuit, le travail est un peu différent, sourit le second maître Laurent Delpech. Hier, le drone sous-marin américain a déjà fait la première partie du travail en scannant les fonds de la zone d'exercice. » Ce drone en forme de torpille de 1,20 m de long pour 70 kg, le REMUS, réalise « une sorte d'échographie des fonds marins », explique le lieutenant Nate Aschenbrenner, de l'US Navy. Les résultats sont ensuite traités par ordinateur. Le lendemain, les plongeurs affinent le diagnostic à l'aide de leurs sonars de dernière génération.

L'homme ou la machine

« Le travail des Américains s'appuie sur les outils technologiques, commente le lieutenant de vaisseau Jérôme Pernot, commandant en second du GPDMéd, alors que la procédure française repose essentiellement sur l'intervention humaine. » « Un Américain ne plonge jamais avant la machine », poursuit le lieutenant de vaisseau Richard Revire, officier d'échange à l'état-major de guerre des mines de l'US Navy.

Après une heure de plongée, les Anglo-Saxons remontent à bord du Zodiac. « Nos procédures ne nous permettent pas de plonger plus longtemps. Nous n'avons pas eu le temps de traiter tous les échos captés hier par le drone », rapporte l'un d'eux, à regret. L'équipe française, qui connaît bien son "terrain de jeu", achèvera l'observation de la zone. « Le REMUS trouve ses limites dans les fonds encombrés, comme ceux de la Méditerranée, selon le lieutenant de vaisseau Pernot. Ici, le moindre écho d'algue ou de relief devient une mine potentielle. »

De retour sur le *Pluton*, les démineurs échangent leurs impressions : « En nous exerçant ici, nous acquérons des données sur des fonds que nous ne connaissions pas, convient un Américain en se délestant de son matériel, et nous profitons de l'expertise française. » Quant aux Français, ils ont testé les équipements dont ils seront sans doute un jour dotés. « La guerre des mines en France évoluera forcément vers de nouvelles technologies, explique le commandant Broch. Nous y travaillons déjà. Mais, à court terme, je ne crois pas au "tout-drone". L'intelligence embarquée a encore de gros progrès à faire... Nous aurons toujours besoin du savoir-faire des plongeurs pour localiser les mines et les mettre hors d'usage. »

Cynthia Glock

Sa spécialité : le sur-mesure ! L'adjudant Serge Furminieux maître bottier à l'École militaire est l'un des rares à pouvoir créer un modèle de A à Z. Laetitia Casta ou Kristin Scott Thomas portent des chaussures qu'il a réalisées. Mais son ordinaire de militaire reste la réparation des Rangers.

La botte du soldat

Dans son atelier de l'École militaire à Paris, Serge Furminieux découpe de longues bandes de cuir qui serviront à fabriquer des ceinturons pour des musiciens militaires. Le visage de cet homme de 48 ans exprime rigueur et solidité. Mais dès que le maître bottier pose ses outils pour parler de son métier, son regard s'illumine et retrouve l'étincelle d'une passion qui date de l'enfance. Chausser les autres, quoi de plus naturel pour ce fils d'ouvriers de la chaussure ? Il a grandi à Romans, dans la Drôme, alors capitale de la chaussure de luxe, où il fait ses premières armes. Il obtient ensuite un brevet de technicien supérieur et entre chez Charles Jourdan. Après plus de dix passés au sein de la marque prestigieuse comme chef d'atelier, l'envie lui vient de tenter le concours de maître bottier dans les armées. « *Je voulais revenir à du travail plus artisanal, au "sur-mesure" me rapprocher du client, confie-t-il. La Défense ? Ce sont des valeurs dans lesquelles je me reconnais.* » Il réussit le concours et devient officiellement maître ouvrier militaire. En 2003, l'atelier de l'École militaire de Paris, lui est confié. « *L'atelier du maître bottier est ouvert à tous. Mais à Paris, avec les états-*

majors, nous comptons beaucoup de généraux parmi nos clients », résume l'artisan. Son savoir-faire a même franchi les murs de l'institution. Des costumiers font parfois appel à Serge pour des films. C'est ainsi que Kristin Scott Thomas, Laetitia Casta, Richard Bohringer ou Jean-Paul Rouve ont porté des chaussures signées par Serge Furminieux. « *Nous ne sommes plus qu'une poignée, à Paris, à pouvoir encore créer un modèle de A à Z, explique-t-il. Je ne le fais pas pour l'argent, ajoute-il avec le sourire, mais par passion. Et puis, c'est bon pour le prestige de la Défense !* »

Serge Furminieux est l'héritier d'une longue histoire entre la cordonnerie et l'institution militaire. En 1796, Bonaparte, alors général des armées d'Italie, déplore la piètre qualité des chaussures de ses soldats. Une fois Premier consul, il incorpora des maîtres bottiers pour suivre les armées en campagnes afin que celles-ci, bien chaussées, puissent se déplacer rapidement. Les

maîtres bottiers fabriquaient des brodequins au fur et à mesure des besoins. Deux siècles plus tard, ils ne sont plus que 37 maîtres bottiers dans l'armée française. Artisans à part entière, ils ont conservé le statut de militaire. Serge Furminieux est adjudant. « *Quand le dernier d'entre nous partira en retraite, il n'y aura plus de maître bottier militaire* », confie-t-il. Au moment de la professionnalisation des armées, à la fin des années 90, la Défense a décidé d'externaliser cette profession et ne recrute plus depuis une dizaine d'années.

Mais l'heure de la retraite n'a pas encore sonné. En dehors des extras pour le 7^e Art, l'ordinaire de Serge et de ses deux ou trois ouvriers, c'est la réparation des « brodequins de marche à jambières attenantes », autrement dit : la Rangers. « *Mon activité est liée essentiellement aux commandes du ministère de la Défense, qui nous assurent un volume de travail minimum, précise Serge Furminieux. Mon atelier fonctionne comme une entreprise normale, avec les mêmes charges que pour celles du civil.* »

Sa spécialité, c'est le sur-mesure. Lorsqu'une pointure n'existe pas ou si le modèle n'est plus produit, Serge a toujours la solution. Il est très apprécié des cavaliers et des gardes républicains, à qui il réalise des bottes aussi soignées que solides.

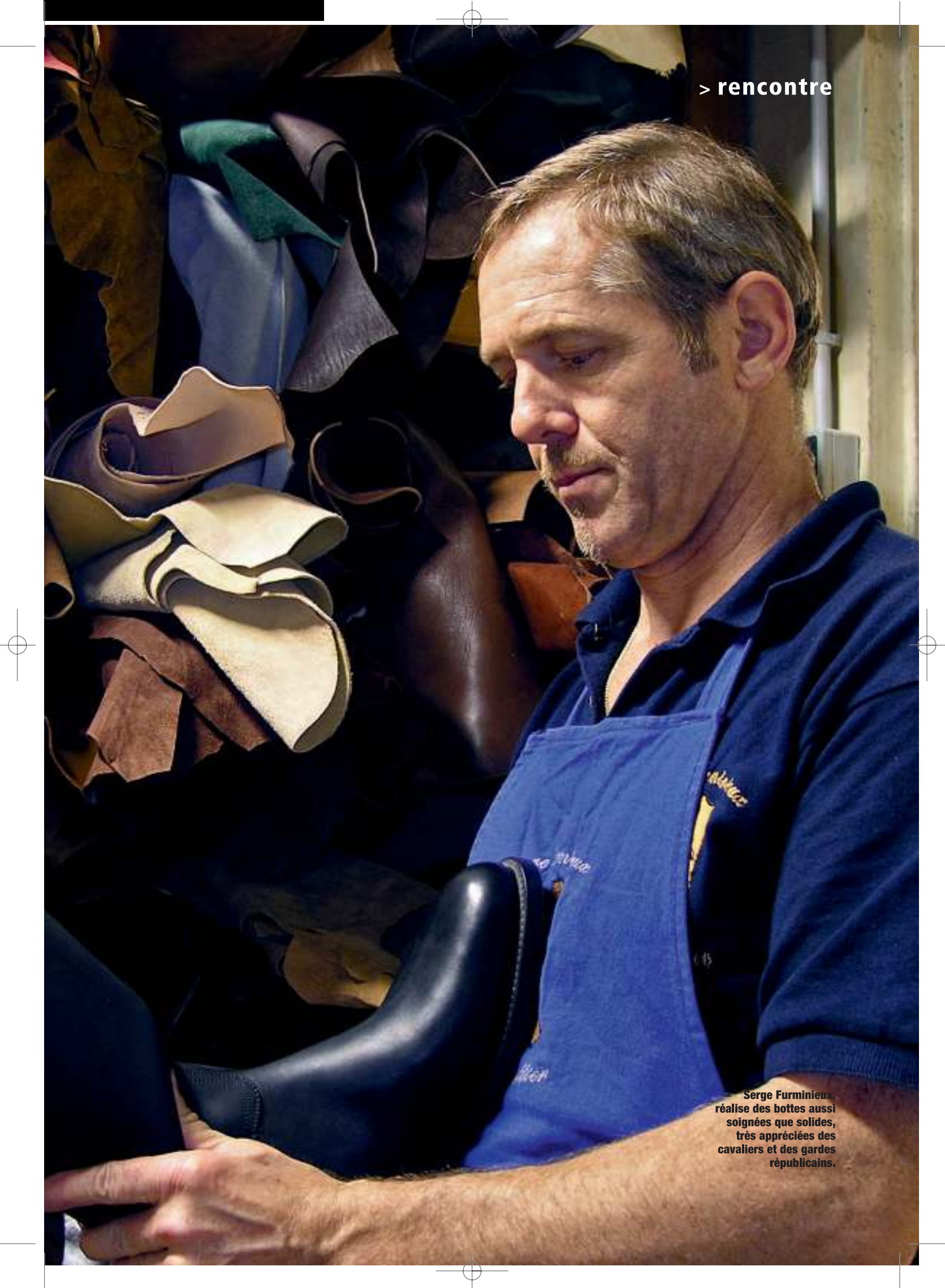
« *Bien entretenues, elles tiendront vingt ans* », précise-t-il. Pour faire vivre son atelier et donner du travail à ses deux

employés, Serge a su se diversifier. « *Je réalise aussi une multitude de travaux de maroquinerie pour une clientèle très diverse* ». Serge Furminieux s'interrompt. Il disparaît dans une petite pièce et revient avec une épée. « *J'ai refait*

ce fourreau en cuir à partir des deux extrémités en laiton que l'on m'a confiées. » Le travail est si parfait, la matière si patinée, qu'il semble avoir le même âge que l'arme. La sonnette de l'atelier vient de retentir. Un client vient lui demander de réaliser un étui en cuir pour porter la montre à gousset qu'il porte à sa ceinture. Serge sourit : « *J'aime réfléchir et travailler sur des commandes qui sortent de l'ordinaire.* »

■ Yann Brand

« Je voulais revenir à du travail plus artisanal, au sur-mesure, et me rapprocher du client. »

A man with a mustache, wearing a blue polo shirt and a blue apron, is focused on working on a dark leather shoe. He is in a workshop filled with various pieces of leather in different colors (brown, tan, blue, green) hanging in the background. The lighting is warm and focused on the man and his work.

> rencontre

Serge Furminieux,
réalise des bottes aussi
soignées que solides,
très appréciées des
cavaliers et des gardes
républicains.

MYRIAM CLAUDE

90 PRINTEMPS POUR L'ESCADRON PICARDIE

Quatre Mirage 2000 C ont exécuté un défilé aérien au-dessus de la base aérienne 103 de Cambrai, le 24 octobre, à l'occasion de la célébration du 90^e anniversaire des trois escadrilles de l'EC02/012 Picardie. La cérémonie militaire, présidée par le général Jean-Pierre Martin, commandant les forces aériennes, a été clôturée par l'inauguration d'une stèle érigée en l'honneur de l'escadron. Cet escadron de défense aérienne fait partie des unités de l'armée de l'air en charge de la permanence opérationnelle assurant, 24 heures sur 24, la sûreté aérienne du territoire national.

VIOLENTS AFFRONTEMENTS AU CONGO

Les abords de la ville de Tongo, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), ont été le théâtre de violents affrontements, le 14 octobre dernier, entre les forces rebelles du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) et l'armée du Congo-Kinshasa. Les soldats de la Mission des Nations unies au Congo (Monuc) présents à Tongo ont été témoins de la fuite de centaines de civils et ont constaté la mort de quatre personnes. Depuis des années, les rebelles du CNDP affrontent régulièrement l'armée de RDC dans une région située à la frontière du Rwanda et du Burundi. Après l'échec des négociations en janvier, ces affrontements se sont intensifiés, ces derniers mois, l'Onu évaluant à plus de 100 000 le nombre des déplacés dans cette région depuis le mois d'août.

BRÉSIL : L'ARMÉE SÉCURISE LA CAMPAGNE

Du 11 septembre au 26 octobre, près de 3 500 soldats des Forces armées brésiliennes, appuyés par des hélicoptères, ont patrouillé dans les favelas de Rio de Janeiro pour permettre aux candidats aux élections municipales de conduire en toute sécurité leur campagne. Dans ces quartiers gangrenés par la criminalité, des milices et des gangs armés liés au narcotrafic, tentant d'imposer leurs propres candidats par la terreur, avaient menacé de s'en prendre physiquement à leurs adversaires politiques.

LES DEUX MEILLEURS SOLDATS AMÉRICAINS

Le centre d'entraînement du guerrier de Fort Lee (Virginie, États-Unis), accueillait, du 29 septembre au 3 octobre, « Best Warrior 2008 ». Cette compétition annuelle ouverte aux militaires du rang et aux sous-officiers d'active et de réserve, décerne le titre de meilleur soldat de l'armée de terre américaine. Au cours de la semaine de compétition, les deux champions de chacun des 12 commandements principaux de l'US Army, ont affronté leurs pairs lors d'épreuves physiques et techniques dans des conditions très proches du combat réel. Ce sont finalement, un sergent-chef de la Garde Nationale et un caporal-chef de réserve de l'U.S. Army qui se sont imposés.



ANTHONY JEULAND / SIRPA AIR

1



WALTER ASTRADA / AFP

2



3

WILTON JUNIOR / AGENCIA ESTADO



4

TOM STEBER / U.S. ARMY

Visages des insurgés en Afghanistan

Les opposants armés au régime du président Hamid Karzaï sont hâtivement regroupés sous le nom de talibans. En réalité, les forces afghanes et celles de la coalition font face à une mosaïque d'acteurs aux objectifs et aux moyens disparates.

Parler de talibans – « étudiants » ou « chercheurs », en arabe – pour désigner l'opposition armée au régime du président afghan, Hamid Karzaï, est un raccourci trompeur. Le terme d'insurgés est imprécis, mais présente l'avantage de rassembler sous une seule dénomination l'ensemble des groupes se déclarant ennemis du gouvernement afghan et des forces de la coalition. La Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS, force de l'Otan agissant en Afghanistan sous mandat de l'Onu) les désigne sous le terme d'AAF : *anti afghan forces*. Ces insurgés sont divisés en groupes distincts, avec des divergences d'origine, de tactique, de stratégie et d'objectif. Une diversité qu'il est possible de rassembler en 6 groupes d'acteurs. Au tout premier plan figurent les talibans.

Ils constituent un bloc très composite dont l'organisation varie au gré des alliances tribales. Quelques personnalités, les mollah Omar, Usmani ou Dadullah, donnent corps au mouvement. Adeptes d'un islam radical, les talibans visent le retrait des troupes de la coalition et à l'effondrement du gouvernement central pour instaurer un Emirats islamique d'Afghanistan. Cependant, au-delà du slogan, les talibans ne semblent proposer aucun projet institutionnel ou politique. Ils disposent de quelques milliers de combattants qui intègrent souvent dans leurs rangs des insurgés par intermittence. Issues de la population locale, les recrues ne rallient pas par conviction, mais pour l'argent. Des difficultés de recrutement obligeraient les talibans à accueillir de plus en plus d'étrangers. Avec des soutiens basés dans la pro-

vince de Quetta, au Balouchistan, les talibans agissent principalement dans le Sud afghan, notamment les provinces d'Helmand et de Kandahar, cette dernière ayant été leur bastion avant 2001. Autre acteur d'importance, le groupe de Jalaluddin Haqqani, ancien ministre taliban, et de son fils Sirajuddin Haqqani, est très lié aux talibans afghans. Il conserve cependant une indépendance stratégique et tactique en agissant dans l'Est afghan, dans les provinces de Khost, Logar, Paktia et Paktika à partir de sa base arrière du Warizistan dans les Régions tribales fédérées. Vient ensuite un groupe idéologiquement proche d'Al Qaïda : le réseau Hezb-e-Islami (HIG), sous la houlette de Gulbuldin Hekmatyar. Rival de longue date des talibans, qui l'avaient banni quand ils étaient au pouvoir, Hekmatyar cherche à



BANARAS KHAN / AFP

Partisans des talibans lors d'un rassemblement religieux, à la frontière de pakistanaise, en juin 2007.

prendre le contrôle des provinces dans l'Est-Nord-Est afghan, notamment les provinces de Kunar, Nuristan et Laghman. Il peut s'appuyer sur une base arrière dans la province de la Frontière du Nord-Ouest au Pakistan.

Les combattants étrangers, principalement arabes ou originaires d'Asie, sont divisés en groupes de diverse importance, plus ou moins affiliés à Al Qaïda. Après la chute des talibans en 2001, un grand nombre de membres d'Al Qaïda, hébergé jusque-là en Afghanistan, a fui vers les Régions tribales fédérées au Pakistan. Le groupe Al Qaïda y dispose d'un solide réseau et de ressources qu'il met volontiers à la disposition de ses affiliés et des talibans. Contrairement aux talibans et à Hekmatyar (chef du réseau Hezb-e-Islami), les combattants étrangers ne souhaitent pas limiter leur action à l'Afghanistan. Ils viennent frapper les troupes de la coalition et susciter une crise régionale qui permettra l'instauration d'un califat islamique au Moyen-Orient.

Enfin, incorporés dans cette mosaïque d'insurgés, les tribus et les opportunistes – les trafiquants – y jouent un rôle de second plan. En effet, certaines tribus s'allient à un groupe d'insurgés suivant leurs intérêts locaux ou des alliances traditionnelles plus anciennes. Elles apportent principalement un soutien financier aux insurgés et constituent une source de recrutement importante.

Quant aux trafiquants, ils sont des opportunistes de l'insécurité. L'Afghanistan est le premier fournisseur mondial d'opium, avec 90% de la production. De puissants réseaux criminels liés au trafic d'opium ont tout intérêt à préserver en Afghanistan un sanctuaire sans loi pour leurs activités. Echange de bons procédés, donc. Les insurgés assurent la protection des récoltes et des convois d'exportation vers des pays d'Asie où se trouvent les têtes de réseau. En contrepartie, ils touchent une généreuse rétribution qui leur finance recrutement et armement.

Loin de composer un front unifié, les insurgés ne mettent leurs intérêts de côté qu'au profit d'éphémères alliances de circonstance. Aucun ne vise à l'instauration d'un Etat véritablement unifié en Afgha-



nistan, chacun espère obtenir sa part du territoire et tous tirent profit à faire perdurer le chaos. Ils cherchent à isoler l'Etat afghan en retournant la population afghane contre lui et en poussant la communauté internationale au désengagement. Pour cela, ils font croître l'insécu-



ATTA KENARE / AFP

Gulbuldin Hekmatyar,
chef du réseau Hezb-e-Islami.

rité pour démontrer l'incapacité de la coalition et de l'administration afghane, centrale mais surtout provinciale, à assurer l'avenir du pays. Les insurgés tentent aussi d'empêcher la reconstruction de l'Afghanistan en attaquant les projets de développement et l'aide humanitaire, en menaçant ou tuant les Afghans au service du gouvernement et des humanitaires. Ils recherchent le soutien de la population afghane, par la désinforma-

tion, par la force si nécessaire.

Enfin, dans la mesure où les insurgés ne peuvent l'emporter militairement, ils créent l'illusion de la résilience. Les insurgés mènent des actions d'éclat qui ciblent les opinions publiques des pays engagés en Afghanistan. Ils prennent le pari qu'elles ne pourront pas endurer un engagement à long terme et forceront au retrait de leurs troupes.

Pour atteindre leurs objectifs, les insurgés, ou AAF, disposent d'un éventail d'actions. Pendant les années qui ont suivi la fuite des talibans, les IED (*Improvised Explosive Device*, ou engins explosifs improvisés) et les attentats suicides étaient peu répandus en Afghanistan. Il faut attendre 2004-2006 pour voir les statistiques s'envoler : 83 IED en 2003, 1 370 en 2006 ; 2 attentats suicides en 2003, 139 en 2006. A l'origine de ce revirement, l'appropriation par les insurgés des techniques issues du théâtre irakien. De nombreux IED n'explorent pas ou n'atteignent pas leur cible, la méthode n'exige ni ressource, ni combattants aguerris. En réalité, les insurgés espèrent bien plus du retentissement médiatique et psychologique des statistiques que de l'efficacité tactique. Bien que les insurgés visent principalement les forces de sécurité afghanes et les forces



Attentat contre l'ambassade de l'Inde, en juillet dernier, à Kaboul.

de la coalition, 75 % des victimes sont des civils. L'attentat contre l'ambassade de l'Inde à Kaboul, le 7 juillet 2008, a tué 9 policiers et gardes mais aussi 41 civils. 130 civils ont été blessés par l'explosion. Les troupes afghanes et les forces de la coalition sont le plus souvent prises à partie par des insurgés isolés ou en petit nombre, entraînant des échanges de tirs brefs et sporadiques. Depuis 2007, les insurgés sont en mesure de conduire des attaques de plus grande ampleur, comme l'attaque du poste avancé américain en province de Kunar en juillet 2008 ou l'embuscade d'Uzbeen en août 2008. Cependant, les insurgés ne semblent pas disposer de moyens suffisants et coordonnés pour reproduire ces faits d'armes très fréquemment. Par ailleurs, ils payent chaque attaque d'importance au prix de lourdes pertes dans leurs rangs, ils doivent donc se contenter de coups d'éclat pour maintenir une pression tactique et médiatique.

Enfin, les insurgés visent les humanitaires, pour empêcher l'aide de parvenir aux populations les plus reculées. Le 6 octobre dernier Karl Eide, envoyé spécial des Nations unies en Afghanistan, a lancé un appel aux insurgés pour qu'ils laissent passer l'aide alimentaire vers 4,5 millions

d'Afghans. Le Programme alimentaire mondial a perdu cette année plus de 800 tonnes de nourriture destinées à environ 20 000 Afghans. Depuis le début de l'année, près de 150 missions de développement et humanitaires ont été attaquées et, selon la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA) (1), plus de 30 humanitaires ont été assassinés et 92 kidnappés.

Militaires et officiels afghans ne sont pas les seules cibles des insurgés. Les civils

Les insurgés payent chaque attaque d'importance au prix de lourdes pertes dans leurs rangs. Ils doivent donc se contenter de coups d'éclat pour maintenir une pression tactique et médiatique.

subissent des exactions, pour avoir aidé les services gouvernementaux ou les forces de la coalition, ou simplement pour avoir accepté l'aide humanitaire. Paradoxalement, les insurgés s'appliquent à obtenir ainsi le soutien de la population locale par la terreur. Les insurgés affichent des tracts ou lettres de nuit (shabnamah) dans les villages. Ces messages,

imprimés ou écrits à la main, sont un moyen de communication commun en Afghanistan, hérité d'une longue tradition d'échanges littéraires :

« Mouvement taliban islamique représentant des provinces de Parwan et Kapisa

« Avertissement

« Ceci est un avertissement à tous les déshonorés, y compris les oulémas et les enseignants, de ne pas enseigner aux filles. Selon des informations qui nous ont été communiquées, nous demandons fermement à ces personnes dont les noms nous ont été rapportés, de ne pas commettre cet acte diabolique. « Sinon qu'ils assument leurs responsabilités. Ils ne pourront pas prétendre ne pas avoir été prévenus.

« Ceci pour informer tous ceux qui vont à l'école des garçons de cesser de s'y rendre. Une explosion pourrait avoir lieu dans l'enceinte de l'école. Ceux qui seraient blessés en assumeront les responsabilités. Ils ne pourront pas prétendre ne pas avoir été prévenus. »

Selon Human Right Watch (2), trois jours après l'affichage de cette lettre dans un village près de Nijrab, dans la province de Kapisa en mai 2006, l'école du village a été incendiée.

Pour être au cœur de la défense...



Chaque mois, découvrez nos forces en action, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version on line, Armées d'aujourd'hui nouvelle formule est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

ABONNEZ-VOUS À ARMÉES D'AUJOURD'HUI

10 numéros par an

Abonnement	Normal			Spécial*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n ^{os})	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n ^{os})	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Bulletin d'abonnement

Nom et prénom

Grade ou fonction

Adresse

Localité..... Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession..... Secteur d'activité

Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

☐ Normal ☐ Spécial ☐ France ☐ Étranger/Dom-Tom/Par avion

☐ 1 an ☐ 2 ans Nombre d'exemplaires

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à : ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX.

Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 52 68

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.



BRIAN SCHROEDER

Soldats de la Force internationale d'assistance à la sécurité et civils dans le Sud afghan.

Les enseignants, les médecins, les étudiants, les employés du gouvernement, les ouvriers sur les chantiers de reconstruction et les chefs de village sont les premiers visés. 142 civils ont été exécutés dans ce cadre par les insurgés entre janvier et août 2008. Les assassinats, exécutions, tortures et mutilations, souvent publiques, sont autant d'avertissements à la population tenue d'ignorer l'aide gouvernementale et humanitaire, tenue de soutenir les insurgés de passage. HRW rapporte le témoignage (3) d'un habitant de Sarab, en Oruzgan, attaqué entre le 16 et le 19 juin 2007 par des talibans : ces derniers avaient ordonné aux villageois de « se joindre à eux pour combattre les forces du gouvernement afghan ou qu'ils seraient tués. Dans le village de Sarab, les talibans auraient tué environ 30 civils, pour ne pas les avoir rejoints et aussi pour servir d'exemple. Au moins 12 personnes ont fui le village pour combattre, auprès de l'armée afghane et des forces de l'OTAN, les talibans dans les combats qui ont suivi. Un témoin a raconté à HRW que sa belle-mère avait eu les mains coupées puis avait été brûlée vive. Son beau-frère et son frère avaient été tués et d'autres villageois avaient été brûlés vifs. Son fils avait été emmené par les talibans, torturé, brûlé vif mais il avait survécu et avait pu fuir. Les talibans forçaient les villageois à les héberger, à les nourrir et à rester chez eux. (...) Les avions de l'Otan ont bombardé des maisons à partir

desquelles les talibans tiraient sur les troupes, causant la mort de 15 personnes. »

En quelques années, les insurgés, en particulier les talibans, ont réussi à mettre en place un dispositif de communication développé reposant sur un éven-

des déclarations filmées ou répondent directement à des interviews des médias internationaux.

Le réseau des sympathisants bénéficie d'une communication importante, en langues pashtoune et arabe, avec des supports DVD et Internet pour relayer les



MASSOUD HOSSAINI / AFP

Attentat suicide à Kaboul, en août 2007.

tail d'outils plus ou moins techniques et adaptés à leurs audiences. L'efficacité de leur outil reste toutefois limitée par des dissensions internes manifestes et une manipulation de l'information souvent grossière. Les insurgés s'adressent à l'opinion internationale y compris celle des pays arabes, à l'opinion publique afghane et à un réseau de sympathisants potentiels. Pour atteindre l'opinion publique internationale, les insurgés communiquent via différents sites Internet sur lesquels ils diffusent leurs communiqués en anglais, certains chefs font

prêches et vidéos des attentats et attaques à la gloire des martyrs et des combattants. Quant ils souhaitent s'adresser à la population afghane, sous-équipée en technologie de communication et en partie illettrée, les insurgés utilisent les lettres de nuit pour diffuser une partie de leurs messages et surtout les cassettes audio. Ces dernières sont très populaires et permettent de diffuser les messages enregistrés en chansons. Les insurgés ont pris beaucoup d'assurance dans leur communication. Ils ont développé une communication extrê-

mement réactive, saisissant toutes les opportunités pour dénoncer avec force et indignation les dommages collatéraux réels ou supposés causés par les forces de l'Otan.

Alors que les démocraties sont astreintes à communiquer une information juste et vérifiée, les insurgés s'affranchissent de toute contrainte. A partir d'un fait, si mineur soit-il, ils appliquent la recette : rapporter, déformer systématiquement et amplifier. Leur communication en ressort peu crédible, donc souvent ignorée par les médias. Les insurgés n'ont rien à perdre, tout à gagner, aucun crédit en jeu et le terrain médiatique à saisir.

Malgré une volonté certaine de tirer avantage de leur position favorable sur ce terrain, les insurgés souffrent de messages souvent contradictoires. Plusieurs porte-parole prétendent s'exprimer au nom des talibans, l'un peut revendiquer un attentat tandis qu'un autre niera toute implication, quand ils ne se contredisent pas. En 2005, un porte-parole des talibans niait leur par-

ticipation à un attentat suicide à Kandahar mais affirmait en même temps qu'ils avaient bien atteint leur cible (4). Encore récemment, Hekmatyar avait publiquement revendiqué l'embuscade d'Uzbeen contre les soldats français. Quelques semaines plus tard, un autre insurgé a revendiqué la même attaque

affirmant qu'« *Hekmatyar n'a pas participé à l'attaque contre les Français. Il a voulu tirer la couverture à lui !* » (5) Les divisions internes, les compétitions entre les groupes d'insurgés et leurs leaders assoiffés de reconnaissance médiatique diluent les messages d'union sacrée. ■

La rédaction

1. United Nation Assistance Mission in Afghanistan, Trends civilian casualties, sept. 2008.
2. Human Rights Watch, Lessons of terror, juillet 2006
3. Human Rights Watch, Troops in contact, sept. 2008.
4. Rapporté dans Taliban's propaganda activities, de Tim Foxley, publié par Sipri.
5. Extrait d'un entretien publié dans le Nouvel Observateur du 16 oct. 2008.

Une stratégie pas nécessairement payante

Le principal objectif des insurgés est de désolidariser la communauté internationale et l'opinion publique afghane de l'Etat afghan et de ses représentants, centraux et provinciaux. Les 39 pays engagés en Afghanistan dans le cadre la FIAS ont pourtant réaffirmé, en avril dernier, au sommet de l'Otan de Bucarest, leur volonté d'un engagement dans la durée, jusqu'à ce que le gouvernement afghan soit autonome. Mais surtout, les insurgés n'ont fait que s'aliéner la population civile en commettant des exécutions et des exactions. 71 % des Afghans pensent que ni les attaques suicides ni les kidnappings ne peuvent être justifiés, 83 % d'entre eux ont une opinion négative des talibans, contre 14 % une opinion positive. A Kandahar, ancien bastion taliban, 67 % des Afghans ont toujours une opinion négative des talibans.

Données Environic Research Group, 2007 Survey of Afghans

REVUE D'ETUDES

Vous aspirez à intégrer le Collège Interarmées de Défense ?

Début du cours par correspondance

Vous êtes :
• Officier

Vous souhaitez réaliser une seconde préparation avec l'organisme officiel retenu par le ministère de la défense...

La Revue D'Etudes vous propose une préparation adaptée.

Revue d'Etudes, 20 rue de l'Arcade 75008 Paris
contact@revue-etudes.fr • Tél. : 0825 800 735

demos

REVUE D'ETUDES

Vous souhaitez devenir Major de l'armée de Terre ?

Début du cours par correspondance au mois de décembre

Préparez le concours d'admission avec la Revue d'Etudes partenaire du ministère de la Défense depuis de nombreuses années.

Revue d'Etudes, 20 rue de l'Arcade 75008 Paris
contact@revue-etudes.fr • Tél. : 0825 800 735

demos

Harmoniser les textes réglementaires

Mettre en place une réglementation générale inter-armées, telle est la mission confiée au bureau de modernisation de l'administration des armées, sous la direction du général Bansard. Première étape : faire un état des lieux pour mettre en évidence les disparités entre les armées.

Hervé Morin l'avait annoncé lors de son discours sur la modernisation du ministère de la Défense le 24 juillet dernier : « Notre effort portera sur les besoins communs des armées, où la tendance à la différenciation ne se justifie pas : c'est bien là que nous allons gagner en efficacité. »

Sous l'autorité du général d'armée Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées (CEMA), le général de corps d'armée (GCA) Jean-Pierre

de Roussane. « De l'alimentation à la solde en passant par l'habillement ou l'achat de matériel, nous travaillons, en collaboration avec toutes les parties prenantes du ministère, sur un total de plus de 16 000 textes, allant du décret à la note de service. »

Au fil du temps, une montagne de documents réglementaires s'est accumulée, et il est parfois difficile de savoir lequel fait loi dans un domaine. « Il y a eu empilage sans nécessairement qu'un texte abroge le précédent », confie l'adjoint du général, le com-



PHOTOS : CHRISTOPHE FIARD / DICOD

Bansard, sous-chef d'état-major « Organisation » de l'état-major des armées (EMA), a confié aux huit officiers du bureau de modernisation de l'administration des armées (BMAA) le soin, entre autres tâches, d'analyser les textes réglementaires de l'armée de terre, de l'air, de la marine et des services interarmées et proposer les harmonisations correspondantes. « Nous ne traitons pas l'aspect opérationnel. Notre périmètre de compétences, ce sont divers domaines de soutien et l'administration générale », explique le chef de bureau, le commissaire en chef de 1^{re} classe (CRC1) Jean-Pierre Laroche

missaire général de division (CGD) Pierre Porcin. Pour l'instant, le BMAA procède à un état des lieux de chaque domaine pour mettre en évidence les disparités réglementaires entre les armées. « Prenons le mode de prise en charge de l'alimentation des militaires en métropole, commente le CRC1 Laroche de Roussane. Selon leur armée d'appartenance, certains militaires bénéficient de repas de service, d'autres règlent leur déjeuner sur leurs propres deniers, quand d'autres encore peuvent bénéficier de primes directement versées. »

Cette disparité s'exprime aussi dans l'exercice du

\$ pour un soutien plus efficace



cœur de métier. « Pour des tâches identiques, des pilotes des trois armées travaillant sur un même porte-hélicoptères de la marine seront soumis à des régimes différents pour ce qui est de leur rémunération en mission, souligne le GCA Bansard. Pour éviter l'incompréhension face à une telle complexité qui engendre un fort sentiment d'injustice nuisible à la cohésion, il est crucial que des militaires dans la même situation bénéficient des mêmes droits ». « La liste des exemples est longue, certains sujets sont sensibles et cet indispensable travail d'harmonisation ne se fera

pas d'un seul coup », ajoute le CGD Porcin. La réforme en cours a donné l'occasion d'accélérer une harmonisation commencée il y a quelques années. « Le fait interarmées n'avait pas, il y a cinq ou six ans, l'importance qu'il prend aujourd'hui avec la mutualisation de nombreux services, commente le CGD Porcin. Les armées ont longtemps fonctionné en « tuyaux d'orgue », ce qui a eu pour conséquence trois organisations étanches les unes par rapport aux autres, malgré les efforts déjà entrepris pour se coordonner. »

Aujourd'hui, la donne a changé. Le processus de ►

« De l'alimentation à la solde, de l'habillement à l'achat de matériel, nous travaillons sur un total de 16 000 textes allant du décret à la note de service. »



Au sein des bases de Défense expérimentales, qui seront mises en place à partir du 1^{er} janvier prochain, les règles et procédures existantes seront encore appliquées pour un temps.

► transformation s'accélère et il sera mis en œuvre dans les armées sous l'autorité du chef d'état-major des armées (CEMA). « Adapter les textes, en supprimer peut-être, nécessitera des arbitrages. Il faut une autorité qui tranche », insiste le CGD Porcin. Le décret n° 2005-520 du 21 mai 2005 avait affirmé l'autorité du CEMA, en termes d'administration opérationnelle, sur les chefs d'état-major d'armée. Celle-ci sera bientôt renforcée dans d'autres domaines des soutiens organiques (soutien de l'homme, par exemple). Un chantier important se profile pour l'EMA et les officiers du bureau de modernisation de

l'administration des armées : la mise en place, au 1^{er} janvier 2009, du nouveau dispositif territorial autour des bases de Défense expérimentales et la création du service d'administration générale et des soutiens communs. Pour le commissaire en chef Laroche de Roussane, « le soutien de l'homme touche le plus grand nombre, et tous les militaires se retrouvant sur une de ces bases y seront sensibles tout de suite. Cependant, cette évolution prendra tout de suite. Cependant, cette évolution prendra du temps et dans l'immédiat, nous sommes contraints d'appliquer encore pour un temps les règles et procédures existantes ».

Julien Fouineau

é p a r g n e **2** r e t r a i t e

L'alliance de la sécurité et de la performance

4,55% NET⁽¹⁾ en 2007

Frais contractuels sur versements
2 % (dégressifs).

Disponible aussi en version Multisupport : **Epargne-Retraite 2 Plus**

Récompensé, pour la 2^{ème} année consécutive, par le LABEL D'EXCELLENCE des DOSSIERS DE L'ÉPARGNE.

Pour conjuguer fonds en euros et fonds diversifiés (35 supports proposés).

Le fonds en Euros des contrats **Épargne-Retraite 2** et **Épargne-Retraite 2 Plus** est géré dans l'**Actif cantonné Asac**, garanti par AGF.

Il représente un actif de 2,4 milliards d'euros, soit 4 % environ des provisions mathématiques de l'assureur AGF.

(1) rentabilité du fonds en euros nette de frais de gestion annuels (0,36 %) et avant prélèvements sociaux

**L'excellence
d'une épargne sécuritaire :
une formule primée chaque année**



Pour la 7^{ème} année consécutive Pour la 2^{ème} année consécutive Pour la 2^{ème} année consécutive Pour la 4^{ème} année consécutive Pour la 12^{ème} année consécutive

Pour constituer votre pécule, compléter votre retraite, dynamiser votre épargne, diversifier votre patrimoine...



**La Prévoyance des forces
de défense et de sécurité**

01 58 85 04 00 www.gmpa.asso.fr

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

A retourner au GMPA : Tour Neptune - 20, place de Seine - 92086 La Défense Cedex

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
E-mail : _____

Quelques renseignements vous concernant

Age : _____ Situation de famille : _____

Je souhaite obtenir davantage d'informations sur :

☐ **Épargne-Retraite 2** ☐ **Épargne-Retraite 2 Plus**

Je vous remercie :

☐ de m'adresser une documentation par courrier
☐ de me contacter par téléphone :

Domicile :	entre	h et	h
Bureau :	entre	h et	h
Portable :	entre	h et	h

Le Centre de formation au management du ministère de la Défense

Explications par Julien Fouineau

Créé en 1999 par arrêté ministériel, le CFMD forme les cadres civils et militaires du ministère de la Défense aux pratiques managériales. Cette année, le centre a accueilli plus de 1 600 stagiaires pour des formations de base ou de perfectionnement

Qu'est-ce que le CFMD ?

Le CFMD est un centre de formation au management. Rattaché au Secrétariat général pour l'administration (SGA) et placé sous la tutelle de la Direction des ressources humaines du ministère de la Défense (DRH-MD), il succède, depuis 1999, au Centre de formation aux ressources humaines (CFRH). Situé à l'École militaire, à Paris, il est dirigé par un haut fonctionnaire civil depuis juillet 2007.

Quelles sont les formations dispensées ?

Il existe au CFMD des formations d'approfondissement, d'expertise et de cursus. Ces dernières ont évolué récemment et regroupent désormais :

- des stages spécialisés RH et management général, qui durent de 6 à 9 mois à raison de 3 jours par mois. Pour les cadres dirigeants (officiers généraux, colonels qui doivent passer officier général, sous-directeurs) les cycles sont de 4 mois ;
- des stages d'une semaine, principalement destinés aux directeurs d'établissement de la Délégation générale pour l'armement (DGA) et aux commandants de base aérienne, sur les contraintes juridiques, sociales et environnementales relatives à leur métier ;
- un cursus de base de 8 jours destiné aux jeunes cadres du ministère pour se familiariser avec les techniques de base du management ;
- des stages d'une semaine pour que les chefs de bureau, civils et militaires, puissent approfondir leurs connaissances en management. Ils seront mis en place début 2009.

Quels sont ses moyens ?

Son budget est de 1,4 million d'euros, et sa structure, réduite, emploie douze personnes. Pour former ses stagiaires, il fait appel à la fois à une cinquantaine de cabinets de consultants qui lui fournissent une centaine d'intervenants par an, et également à des « témoins », c'est-à-dire des membres d'organismes publics ou privés qui ont, par leur expérience ou leur fonction actuelle, une expertise à faire valoir.

À qui s'adressent ces formations ?

Les stages sont ouverts aux cadres civils ou militaires de catégorie A. Cette année, ils ont accueilli plus de 1 600 stagiaires, dont 70 % de militaires. Cependant, quelques places sont réservées à des candidats d'autres ministères, principalement ceux de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire. Le CFMD accueille par ailleurs chaque année une trentaine d'étrangers essentiellement francophones venant d'Europe, d'Afrique et d'Amérique du Sud. Ils représentent une dizaine de nationalités.

Comment intègre-t-on le CFMD ?

Les stagiaires sont choisis par les directions des ressources humaines des armées de terre, de l'air et de la marine, ou des organismes du ministère (SGA, DGA, etc.). Une liste est proposée au directeur du CFMD et celui-ci prend, selon des quotas fixés préalablement, le nombre de personnes qu'il peut accueillir.

Le CFMD répond à deux types de demande :

- perfectionnement, pour les « managers » confirmés ;
- formation de base pour les civils ou militaires occupant de nouvelles fonctions.



François Santucci, directeur du Centre de formation au management du ministère de la Défense (CFMD)

Il s'agit d'introduire dans l'administration des pratiques managériales»

À l'origine dédié aux ressources humaines, le CFMD s'est tourné en 1999 vers le management. Pour quelle raison ?

Une part très importante du management relève de la gestion des ressources humaines. C'était d'ailleurs la vocation de l'ancêtre du CFMD, le Centre de formation pour les ressources humaines (CFRH). L'évolution était naturelle : en mettant au point des programmes sur les ressources humaines, nous faisons déjà du management.

Pourquoi le ministère de la Défense garde-t-il un Centre de formation au management alors qu'il existe des écoles spécialisées ?

D'abord, de manière générale, les cadres de la Défense reçoivent une formation spécifique dans des écoles militaires (Saint-Cyr, Navale...), les civils ayant leurs propres écoles (ENA...). Ensuite, pour ce qui est des cursus, nos stagiaires restent pour des périodes réduites, quelques jours au maximum, car il s'agit de leur apporter une formation



YANN BRAND / DICOD

François Santucci. « *La fonction publique n'a jamais été pensée en termes de management, mais plutôt de réglementation administrative.* »

complémentaire dans le domaine des ressources humaines. En outre, le CFMD est un centre de formation, et non une école. Nous ne délivrons pas de diplômes.

Une formation qui ne débouche sur aucun diplôme, n'est-ce pas paradoxal ?

Nous sommes avant tout un lieu d'échanges de pratiques managériales. Dans certains cas, l'initiation dispensée au CFMD est largement suffisante pour répondre aux besoins du ministère. Dans d'autres, c'est une première étape vers une spécialisation qui n'est pas de notre ressort.

Quel sera le visage du CFMD après le processus de modernisation du ministère ?

Le seul changement de taille est le projet d'intégration du CFMD à l'université de Défense de Bourges, que conduit le contrôleur général des armées Jacques Roudière, le directeur des ressources humaines du ministère de la Défense (DRH-MD). Quelques formations seront dispensées à Bourges, mais nous garderons nos

locaux de l'École militaire, à Paris, qui offrent beaucoup de commodités aux stagiaires. Nous conserverons également nos moyens, notre budget ainsi que nos effectifs.

Comment vos programmes sont-ils face aux différentes évolutions du ministère ?

Nous avons ouvert deux formations sur la révision générale des politiques publiques (RGPP) : sur la conduite de projet et sur la conduite de changement, c'est à-dire tout ce qui touche à l'accompagnement des hommes et des femmes du ministère en période de réforme. Nous proposons des formations aux DRH de tous les organismes de Défense. La modernisation nous concerne au premier chef puisque que, en résumant, il s'agit d'introduire dans l'administration des pratiques managériales. La fonction publique n'a en effet jamais été pensée en termes de management, mais plutôt en termes de réglementation administrative, dans le domaine civil comme militaire. ■

**Propos recueillis
par Julien Fouineau**

HERVÉ MORIN REÇOIT LES SPORTIFS DE LA DÉFENSE

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, a reçu, le 16 octobre, la délégation des sportifs de haut niveau de la Défense qui ont participé aux Jeux olympiques et paralympiques de Pékin cet été. La cérémonie s'est déroulée en présence du secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants, Jean-Marie Bockel, des chefs d'état-major des trois armées,

du directeur de la gendarmerie, du commissaire aux sports militaires et de M. Sérandour, président du Comité national olympique et sportif français. Sur les 323 athlètes français sélectionnés pour les Jeux, 28 étaient des sportifs de la Défense. Ils ont rapporté dans leur paquetage deux médailles d'or, trois d'argent et huit de bronze.



R. PELLEGRINO / ECPAD



ARMEND AQIFI / KFOR

KFOR : PASSATION DE COMMANDEMENT À LA TASK FORCE NORD

Le général Michel Yakovlevff, a pris la tête de la Task Force Multinationale Nord (TFMN-N) le 2 octobre. Il succède au général Claude Mathey, en poste depuis le 30 mai dernier. Le général Philippe Stoltz, adjoint au général commandant la KFOR, a présidé la cérémonie de passation de commandement, qui s'est déroulée sur le camp de Novo Selo. 2 000 militaires français

sont engagés au sein de la TFMN-N, l'une des cinq forces opérationnelles mises en œuvre par l'Otan au Kosovo dans le cadre de la KFOR. Déployée depuis le 12 juin 1999 en vertu de la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'Onu, la KFOR contribue au maintien d'un environnement sûr et sécurisé dans l'ex-province serbe devenue indépendante le 17 février dernier.

LE CEMA REÇU PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

Le général d'armée Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées, s'est rendu au siège de l'Onu à New York, à l'occasion d'une réunion de travail avec son secrétaire général M. Ban Ki-Moon, le 19 octobre. L'opération Eufor Tchad RCA et la transition de cette mission, qui doit passer sous commandement de l'Onu, a été évoquée. Il a été aussi question

de la situation en Côte d'Ivoire, après la prorogation, jusqu'en janvier 2009, du mandat de l'Onuci, la mission des Nations unies en Côte d'Ivoire, appuyée par les troupes françaises de la force Licorne, ainsi que du théâtre libanais, où les soldats français sont engagés sous mandat onusien au sein de la Force internationale des Nations unies au Liban (Finul).



E. SCHNEIDER / SG'S OFFICE



R. PELLEGRINO / ECPAD

EXAMEN DU PROJET DE LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE 2009-2014

Examiné le 29 octobre en Conseil des ministres, le projet de Loi de programmation militaire (LPM) 2009-2014 présenté par le ministre de la Défense, Hervé Morin, prévoit un budget de 184,8 milliards d'euros. « La LPM est l'expression de la volonté du président de la République de maintenir la France parmi les

principales nations européennes en matière de Défense », a expliqué le ministre. Ce projet de loi est la traduction législative des travaux engagés depuis dix-huit mois dans le cadre du Livre blanc et de la révision générale des politiques publiques (RGPP). La LPM sera discutée par les parlementaires début 2009.

LA DÉFENSE AU CENTENAIRE DE L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE

La Défense était présente pour le 100^e anniversaire de l'industrie aéronautique et spatiale française, célébré du 4 au 12 octobre sur les Champs-Élysées, à Paris. Au stand d'information des armées de terre, de l'air et de la marine de l'espace « Métiers et Formations », le public pouvait découvrir les activités et les missions des armées. Organisée par le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales

(GIFAS), la célébration du centenaire a permis aux 2,5 millions de visiteurs d'admirer de nombreux aéronefs, comme le Rafale et l'hélicoptère franco-allemand Tigre. Ils ont pu aussi découvrir l'hélice à huit pales développée pour le futur avion militaire de transport lourd A 400M. Les plus téméraires se sont imaginés aux commandes d'un Mirage F1, grâce au simulateur de vol présenté par l'armée de l'air.



B. BIASUTTO / DICOD



F. FLORIN / AFP

HOMMAGE AU PILOTE DISPARU

Le 8 octobre, le ministre de la Défense, Hervé Morin, a présidé, sur la base aéronavale de Landivisiau (Finistère), la cérémonie d'hommage au lieutenant de vaisseau Sébastien Lhéritier, pilote disparu le 1^{er} octobre. Sa famille, l'amiral Pierre-François Forissier, chef d'état-major de la marine, l'amiral Anne-François de Saint-Salvy, préfet maritime, et plus de 700 personnes ont assisté à la cérémonie. Après

avoir évoqué la perte « d'un grand pilote, homme passionné à la motivation inaltérable », Hervé Morin a remis à titre posthume la Croix d'officier de la Légion d'honneur à l'officier de la marine. Le corps du lieutenant de vaisseau Lhéritier, disparu en service aux commandes d'un Super Étendard modernisé, a été retrouvé le 20 octobre par 80 mètres de fond au milieu des débris de son appareil.



R. PELLEGRINO / ECPAD



É. TAQUET / ECPAD

LE CORPS EUROPÉEN FÊTE SES 15 ANS

Le Corps européen, plus connu sous le nom d'Eurocorps, a fêté son 15^e anniversaire le 4 octobre, à Strasbourg, où sont implantés son quartier général ainsi que le siège du Parlement européen. Né de la volonté commune de la France et de l'Allemagne, l'Eurocorps a connu son premier engagement opérationnel en 1998, pour renforcer le quartier général de la

force de stabilisation en Bosnie-Herzégovine (SFOR). La proposition du Parlement européen, le 5 juin dernier, de placer le Corps européen sous le commandement de l'Union européenne de façon permanente laisse penser que l'Eurocorps pourrait, dans les années à venir, jouer un rôle plus important au sein de la Défense européenne.

PREMIER VOL OPÉRATIONNEL D'UNE GAZELLE VIVIANE EN AFGHANISTAN

Le premier vol opérationnel de l'un des deux hélicoptères Gazelle Viviane envoyés en Afghanistan s'est déroulé le 15 octobre à l'occasion d'une patrouille de reconnaissance. Leur projection sur le théâtre fait suite à la déclaration du Premier ministre, François Fillon, le 22 septembre dernier au cours d'un débat parlementaire, qui

annonçait l'envoi de renforts en Afghanistan. Ces appareils, équipés de missiles anti-chars Hot d'une portée de 4 000 m utilisables de jour comme de nuit, ainsi qu'un hélicoptère Caracal, projeté au même moment, viennent renforcer le dispositif aérien de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS).

Inspection nucléaire dans la steppe kazakh

BRUNO BIASUTTO / DICOD

**L'Organisation du
Traité d'interdiction
complète des essais
nucléaires a profité de
IFE 08, un test qu'elle
a lancé en septembre,
pour améliorer ses
procédures d'inspection.**

Un événement sismologique suspect repéré dans le Nord-Est du Kazakhstan par l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Otice)... Tel était le scénario d'Integrated Field Exercise 08. Une centaine de scientifiques ont participé pendant tout le mois de septembre à cet exercice de grande ampleur. Dès la diffusion de l'alerte, ces militaires et experts du nucléaire originaires de quarante pays ont mené une « inspection sur place ». Selon le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Tice), « l'inspection

sur place a pour but de déterminer si une explosion expérimentale d'arme nucléaire ou toute autre explosion nucléaire a été réalisée en violation des dispositions en vigueur ». L'exercice poursuivait deux objectifs complémentaires. D'abord, démontrer la capacité de l'Otice (voir encadré) à conduire un régime de vérification efficace en mettant en œuvre sur le terrain toutes les conditions d'une inspection réelle. Ensuite, finaliser le manuel opérationnel du Traité, qui définit les standards des procédures, méthodes et équipements autorisés par le régime de vérification.

l'éaire à l'essai



Dès que l'inspection est déclenchée, tout doit aller très vite. Plus le temps passe, plus les éventuelles traces d'activité nucléaire se dispersent dans l'atmosphère (poussières, gaz radioactifs) et plus les traces physiques peuvent être dissimulées. « Nous avons 72 heures pour nous déployer, annonce le lieutenant-colonel Jean-Michel Millon, chef adjoint de l'équipe d'inspection, qui planifie et coordonne les missions de terrain. Notre zone d'inspection est de 1 000 km². Il nous faudra procéder du général au particulier, et du moins intrusif au plus intrusif, pour arriver à trouver l'éventuel

Mesure de radioactivité. L'inspection sur place doit déterminer si une explosion nucléaire a été réalisée en violation des dispositions du Traité en vigueur.

épisode de l'explosion nucléaire, le ground zero, le tout sous la supervision de l'équipe du pays inspecté. »

Première étape : l'observation visuelle par couverture de la zone en hélicoptère. « Si un essai a eu lieu, il y aura forcément des traces visibles du ciel, des traces au sol ou des restes d'infrastructures, explique le commandant Yves Ozoux, évaluateur de l'exercice, détaché de l'unité française de vérification, basée à Creil. Mon travail consiste à vérifier que les procédures sont correctement appliquées, qu'elles correspondent bien aux ►

► besoins de l'équipe d'inspection sur le terrain. L'altitude, la vitesse et la durée du vol, par exemple, sont fixées par le manuel... »

Deuxième étape : des inspecteurs se rendent sur le terrain. Les uns, pour enregistrer l'activité sismique et rechercher une éventuelle secousse résiduelle ou « aftershock », grâce à des sismomètres enfouis sur toute la zone. D'autres, pour mesurer le taux de radioactivité en surface et dans l'atmosphère.

C'est lors de la troisième étape, que les inspecteurs prélèvent des échantillons de gaz, d'eau et de terre qui sont analysés dans le laboratoire du campement.

Les résultats des inspections sont quotidiennement traités par le Field Information Management



System (FIMS). « Nous sommes un peu le centre névralgique des inspections, explique l'adjudant-chef Franck Vassaux, chef opérateur du FIMS, issu du 28^e groupe géographique de Joigny. Le flux de données qui arrivent du terrain est énorme et hétéroclite. Je collecte les résultats des sismographes, des mesures de radioactivité, des comptes-rendus de l'observation visuelle. Je croise toutes ces informations pour organiser le déploiement du lendemain. Le FIMS est le seul à avoir une vision d'ensemble des opérations. »

« Toutes les activités sont strictement régies par des normes de radioprotection », rappelle le médecin en chef François Trevidic, chef de l'équipe de santé et de sécurité, détaché par la BoFost (base des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de l'île Longue. « Le vrai danger, c'est l'absorption de poussières radioactives. Avant d'aller sur zone et en revenant, les équipes passent par la tente de décontamination. Le degré de radioactivité est contrôlé sur les dosimètres fournis à tous. »

L'équipe d'inspection, composée de quarante personnes, est menée par Jun Wang, un Chinois qui travaille depuis le début à l'élaboration du manuel du Traité à Vienne. « Sur cet exercice, nous devons à la fois concevoir les actions à mener, tester les

KIRSTEN HAUPT / CTBTO



Ci-dessus : Zones de vie, infrastructures pour les chercheurs... 50 tonnes de matériel ont été acheminées en pleine steppe, à plusieurs heures de route de la ville la plus proche, pour installer le camp.

Ci-dessous : Procédant à des prélèvements et à des analyses dans les laboratoires du camp, une centaine de scientifiques et d'experts nucléaires de quarante pays ont participé à Integrated Field Exercise 08.

BRUNO BIASUTTO / DICOD





procédures et les outils, et apporter les preuves de leur efficacité. »

Face à l'équipe de Wang, une deuxième équipe joue le rôle du pays inspecté, nommé Arcania dans le scénario. Elle est menée par un Ecossais, le Docteur John Walker, spécialiste des armes chimiques et biologiques. *« Cette inspection est une intrusion sur notre territoire. Et Arcania est suspecté de ne pas avoir respecté les clauses du Traité, qu'il a pourtant signé. »*

D'énormes moyens logistiques ont été déployés, pour un coût total de près de 7 millions de dollars, dont l'Union européenne a financé un sixième. 50 tonnes d'équipements, ont été acheminées ici pour installer un campement viable, et notamment les infrastructures nécessaires aux activités de l'inspection. Le terrain de l'exercice, en pleine steppe, se trouve à plusieurs heures de route de Kourchatov, la ville la plus proche.

Ce n'est pas un hasard si le Kazakhstan accueille Integrated Field Exercise 08. Le pays soutient

depuis le début les efforts internationaux en la matière. Il a signé le Traité quatre jours après son adoption, en septembre 1996, et l'a ratifié en 2002. Comme l'explique Tibor Toth, secrétaire exécutif de l'Otice depuis août 2005, chargé des questions diplomatiques et politiques du traité et de sa mise en application, *« grâce au gouvernement kazakh, nous avons pu travailler pendant quatre semaines sur l'ancien site d'essais nucléaires soviétique de Semipalatinsk, où près de 460 essais ont été réalisés entre 1949 et 1989. En s'impliquant techniquement et politiquement, le Kazakhstan est devenu un exemple à suivre pour tous les Etats de la région. »*

Au-delà de cette dimension régionale, Integrated Field Exercise 08 relève d'un enjeu stratégique mondial. C'est un signal politique fort, à l'attention des pays qui n'ont pas encore ratifié le traité, sur la montée en puissance d'un régime de vérification efficace, et sur l'intérêt de ce régime pour

Cynthia Glock

Un régime de vérification en préparation

Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Tice) a été initié en 1996 par les Nations unies. 180 pays l'ont signé, mais 145 d'entre eux seulement l'ont ratifié. Neuf Etats possédant une expertise nucléaire manquent à l'appel : Etats-Unis, Chine, Inde, Pakistan, Corée du Nord, Indonésie, Egypte, Iran et Israël.

L'Organisation du Traité (Otice), organisme consultatif basé à Vienne, en Autriche, avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), emploie 300 personnes de plus de 70 nationalités. L'Otice prépare la mise en place d'un « régime de vérification », qui s'appuiera sur l'*international monitoring system* (IMS), un système de surveillance alimenté par 337 stations d'enregistrement et laboratoires (sismographes, analyses de particules radioactives, stations hydro-acoustiques, et infrasons...) à travers le monde. Le Traité prévoit que l'Otice pourra dépêcher une inspection si un événement suspect survient dans un pays membre. Les exercices de terrain sont organisés régulièrement (à l'image de l'IFE 08), pour finaliser les conditions de ces interventions.

Très impliquée dans la mise en place du régime de vérification, la France l'un des plus forts contributeurs de l'exercice IFE 08. Seul pays doté de l'arme nucléaire à avoir fermé tous ses centres d'essais, elle est le premier Etat à avoir ratifié le Traité.

CG

La ville normande a accueilli, début octobre, les ministres européens de la Défense dans le cadre de la présidence française de l'UE. À l'ordre du jour : le renforcement des capacités de défense européennes.

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, lors d'une conférence de presse à laquelle participaient des étudiants.

Défense : l'Europe à Deauville

Le renforcement des capacités militaires européennes, tel est le principal thème abordé par Hervé Morin, ministre de la Défense, lors de la réunion informelle des ministres de la Défense de l'Union européenne (UE) qui s'est tenue les 1^{er} et 2 octobre à Deauville. Entre les ministres, Javier Solana, Haut Représentant pour la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE, et la Commission européenne, les discussions



ont porté sur les opérations militaires menées par l'UE : Eufor, au Tchad et en République centrafricaine, les missions Althéa, en Bosnie-Herzégovine, ainsi que sur la planification d'une opération navale pour lutter contre la piraterie au large de la Somalie. Sur la question des capacités, Hervé Morin a obtenu l'accord de principe de ses homologues sur plusieurs initiatives, dont la mise en place d'une flotte multinationale de transport et d'un groupe

aéronaval européen, ainsi que sur l'acquisition de satellites d'observation. Les ministres ont également affirmé la nécessité de renforcer le rôle de l'Agence européenne de défense (AED) dans la conduite des programmes de recherche et d'armement. Enfin, des propositions ont été émises sur l'organisation de l'évacuation de ressortissants et sur la surveillance des espaces maritimes, face aux trafics illicites et aux actes de piraterie.

Ces deux journées – qui se sont achevées par un débat entre les ministres européens et des lycéens et des étudiants sur le thème de l'Europe de la Défense – étaient organisées dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, qui a débuté le 1^{er} juillet dernier et s'achèvera le 31 décembre, répondant au souhait de la France de relancer l'Europe de la Défense. ■

Linda Verhaeghe

Défense 2009 :

projet de budget en hausse

Le conseil des ministres a adopté les projets de budget pour 2009 du ministère de la Défense et du secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants. Ils doivent maintenant faire l'objet de débats et d'un vote à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Comme à pareille époque chaque année, les projets de budget font la « navette » entre l'Assemblée et le Sénat, où ils sont discutés. Ils seront adoptés au plus tard le 31 décembre prochain. Cette année, ceux du ministère de la Défense et du secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens Combattants ont été élaborés sous le double signe de la révision générale des politiques publiques (RGPP) – qui recherche une plus grande efficacité des ministères et de leurs administrations – et du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. Pour Hervé Morin, ministre de la Défense, les ressources dégagées grâce à la modernisation vont permettre en effet « de financer nos équipements et d'améliorer la condition du personnel, au lieu d'investir dans des frais de fonctionnement et de structure. Car nous avons choisi d'in-

vestir pour l'avenir : c'est-à-dire, pour une défense opérationnelle, moderne et bien équipée ».

Pour pouvoir prendre en compte la loi de programmation militaire (LPM) 2009-2014, le budget a, pour la première fois, été établi sur trois ans (2009-2011). Les armées disposeront ainsi d'une plus grande visibilité et pourront adapter leur format et leurs équipements en fonction d'objectifs définis à plus long terme. Les dépenses, orientées vers l'équipement des forces, progressent de 10 % : 17 milliards d'euros seront consacrés à l'acquisition de matériels, contre 15,4 milliards d'euros en 2008. Cette dotation permettra notam-



ment de financer les 14 avions Rafale, les 8 hélicoptères Tigre, ainsi que la deuxième frégate de défense aérienne Horizon et les 96 véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI), dont la livraison est prévue l'année prochaine. Les moyens consacrés aux opérations extérieures augmentent également, d'environ 25 %. Premier acheteur public, le ministère de la Défense poursuivra parallèlement ses efforts en matière de recherche et développement (R&D), un domaine dans lequel il est déjà à l'origine de 10 % des investissements en France. La dissuasion, la protection des forces et du territoire, ainsi que la maîtrise de l'information seront les secteurs privilégiés.

« Si participer à l'effort général de modernisation et de rationalisation des politiques publiques est essentiel, afin de rétablir l'équilibre des finances publiques, je suivrai cette réforme en veillant à la qualité et à la proximité du service rendu au monde

combattant», a déclaré Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens combattants. Le projet de budget secrétaire d'Etat, d'un montant de 3,4 milliards d'euros, exprime en particulier un effort en faveur de la retraite du combattant et des deux établissements publics qui sont sous sa tutelle. D'une part l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) deviendra le correspondant de proximité unique du monde combattant, ses missions de solidarité, de mémoire et d'accueil se verront renforcées. Le nouveau budget prévoit une amélioration des prestations existantes au profit des

L'Assemblée nationale et le Sénat doivent adopter le projet de loi de finances avant la fin de l'année. Pour prendre en compte la loi de programmation militaire, le budget de la Défense a, pour la première fois, été établi sur trois ans.

conjointes survivants d'anciens combattants à travers notamment l'attribution d'une allocation complémentaire. D'autre part, l'Institution nationale des Invalides (INI), qui constitue le centre de référence pour la prise en charge du handicap au service de la Défense, pérennisera ses quatre axes de travail que sont la sécurité des pensionnaires et hospitalisés, le renforcement des soins et de l'accueil, la mise en place d'une nouvelle gouvernance pour que l'institution puisse s'adapter à l'évolution des besoins en santé et le renforcement de son réseau externe.

Linda Verhaeghe



CHRISTOPHE FIARD / DICOD

Loi de finances : douze mois de gestation

Un projet de loi de finances (PLF) est la somme des projets de budget présentés par chaque ministère. Son élaboration et son adoption se caractérisent par deux phases distinctes.

1^{re} phase : les ministères font leurs calculs

Janvier-février. Le ministère du Budget établit les prévisions de recettes et d'économies pour chaque ministère.

Mars. Les grandes lignes du bud-

get pour l'année suivante sont transmises à la Commission européenne, tandis que des lettres de cadrage sont envoyées à chaque ministre, précisant les économies à réaliser, ainsi que les crédits et les effectifs envisagés.

Avril-mai. Les ministères « négocient » leurs crédits.

Juin. Les arbitrages sont rendus, sur avis du ministre du Budget, par le Premier ministre. Le plafond des crédits et des emplois est alors notifié à chaque ministre.

Juillet-août. Les budgets prévisionnels sont finalisés et les missions détaillées dans ce que l'on appelle les « bleus budgétaires ».

Septembre. Le Premier ministre rend les derniers arbitrages. Le Conseil d'Etat, auquel le projet de loi de loi de finances est soumis, donne son avis. Le PLF est ensuite présenté en conseil des ministres. Une fois adopté, il est transmis aux commissions des finances de l'Assemblée et du Sénat et rendu public

2^e phase : le vote des élus

Octobre-décembre. Les projets de budget font l'objet de débats, puis d'un vote au sein de l'Assemblée et du Sénat qui doit intervenir avant le 31 décembre. Un fois voté, le projet de loi de finances de l'Etat devient loi de finances initiale (LFI).

Année suivante. Une loi de finances rectificative peut venir réajuster, en cours d'année, les prévisions établies et corriger les budgets à la hausse ou à la baisse.

DOSSIER

1918

2008

90 ANS

COMMENT SE SOUVENIR



Par le biais de livres, films ou expositions, le ministère de la Défense souhaite sensibiliser l'ensemble de la société et surtout les jeunes générations à la transmission de la mémoire de la Première Guerre mondiale. Des associations, des collectivités locales et territoriales, des musées unissent leurs forces au ministère dans cette lutte contre l'oubli.



Aujourd'hui que les derniers acteurs du conflit qui a déchiré l'Europe se sont éteints, il faut repenser la façon de se souvenir de ces événements qui appartiennent désormais à l'Histoire. La Défense entend continuer à apporter sa contribution à cette réflexion.



THIERRY ZOCCOLAN/IMAGE FORUM

« **C**e 90^e anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1918 marque un tournant dans les commémorations du premier conflit mondial », explique Serge Barcellini, chargé de mission auprès du Secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens Combattants, Jean-Marie Bockel. La majorité de ceux qui commémorent ne connaissent les acteurs et les témoins que par des écrits ou par des films. Le lien direct, charnel, avec le conflit s'est rompu. Le dernier combattant allemand, Eric Kaistner, est mort le 1^{er} janvier dernier et le dernier poilu

français, Lazare Ponticelli, s'est éteint le 12 mars. Il n'y a plus ni acteur ni témoin direct dans ces deux pays.

Comment, alors, faire vivre la mémoire du premier conflit mondial ? L'année dernière, Alain Marleix, alors Secrétaire d'Etat à la Défense, chargé des anciens combattants (SEDAC), a créé deux commissions pour tenter de répondre à cette question. La première, présidée par Jean-Jacques Becker, était dédiée au 90^e anniversaire de l'armistice. La seconde, présidée par André Kaspi, s'est interrogée sur l'avenir des commémorations et célébrations publiques et

L'Armistice 90 ans après



10 novembre 2007. Montluçon renoue, avec la tradition du «Relais sacré» inaugurée en 1934 : la flamme de l'Arc de Triomphe a été déplacée pour honorer la mémoire des soldats du département de l'Allier.

sur leur nécessaire modernisation « *Le président de la République redéfinira la politique de mémoire à partir des rapports de ces deux commissions. Nous attendons aujourd'hui un discours fondateur, comme celui que le général De Gaulle avait prononcé le 29 mai 1966, à l'ossuaire de Douaumont, pour le cinquantenaire de la bataille de Verdun* », souligne Serge Barcellini.

Jusqu'en 1960, la très grande majorité de ceux qui participent aux commémorations sont des combattants et leurs enfants. Ils célèbrent les morts – pères, frères, amis – et fêtent

la victoire, avec parfois un fort sentiment anti-allemand. « *En 1966, le général De Gaulle rompt avec cette vision et pose une nouvelle politique qui tire les enseignements du conflit, explique le conseiller Barcellini. Sont alors mis en avant la solidarité et l'union du peuple, la nécessaire réconciliation franco-allemande, garantie de la paix en Europe, et enfin la vocation de la France à aider à l'équilibre, au progrès et à la sécurité du monde. Aujourd'hui, avec des facteurs comme l'évolution de la société ou la construction européenne, un changement est nécessaire.* »

Dans l'attente de cette politique, le ministère de la Défense, première institution concernée par la transmission de la mémoire combattante, continue à mener ses actions et à développer les efforts entrepris, en particulier en direction de la jeunesse.

Au sein du ministère, la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) a entre autres missions celle de piloter les politiques de mémoire, culturelle et éducative. Outre l'organisation des cérémonies commémoratives, elle soutient des actions pédagogiques, coédite des ouvrages et finance des productions audiovisuelles à caractère historique et mémoriel. Elle œuvre également à travers Internet, notamment avec l'ouverture cette année d'un portail consacré au 90^e anniversaire. Cette fenêtre sur la Grande Guerre met à la portée de tous de multiples ressources documentaires et le programme des cérémonies qui se déroulent en France à cette occasion.

Son site « Mémoire des hommes » donne accès à des informations individuelles sur un million cinq cent mille soldats français « Morts pour la France » au cours de ce conflit. Un internaute peut retrouver un aïeul qui a combattu en 14-18 et savoir dans quelle unité il a servi.

Les journaux de marches et opérations des unités, mis en ligne le 11 novembre, permettront de retracer l'itinéraire d'un soldat. *« Notre objectif est que l'internaute se serve de cette histoire individuelle pour s'intéresser à l'histoire collective »,* commente Eric Lucas, directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives, *preuve de l'intérêt du public, le site totalise depuis son inauguration en novembre 2003 plus de 4 millions et demi de connexions venant de 179 pays. »*

« Notre objectif est que l'internaute se serve de cette histoire individuelle pour s'intéresser à l'histoire collective. »

Autre site, « Chemins de mémoire » présente les hauts lieux de mémoire de 14-18 : champs de bataille sur les fronts de la Marne, de la Somme à Verdun, ou d'Orient (Dardanelles, Grèce, etc.), ainsi que les musées et mémoriaux ayant trait à ce conflit.

L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) organise depuis 2006 un concours de dessin intitulé « Les petits artistes de la Mémoire, la Grande Guerre vue par les enfants », auquel participent une centaine de classes de cours moyen (CM1 et CM2). Les élèves étudient, avec leur enseignant, l'histoire d'un poilu originaire de leur commune, pendant l'année scolaire. *« Ils peuvent choisir un poilu dont le nom figure sur le monument au mort ou l'arrière-grand-père d'un élève. L'important est qu'à partir d'une histoire individuelle ils apprennent et comprennent la grande Histoire »,* explique Céline Plantier, adjointe du chef de département de la mémoire combattante. Dans un carnet de

route mêlant textes, poèmes et dessins, les enfants racontent le parcours de ce soldat. A la fin de l'année, un jury national établit le palmarès et décerne les prix. En 2008, le concours a été remporté par une classe de l'école élémentaire de Harthouse, à Haguenau (Bas-Rhin), qui a retracé le destin de deux frères alsaciens appelés à se battre sous l'uniforme allemand. *« La qualité de la réflexion de ces enfants sur un sujet aussi complexe est impressionnante. Ils ont bien mis en lumière le particularisme de l'Alsace, alors annexée par l'Allemagne »,* précise Céline Plantier.

Pour aborder 14-18 dans les classes, l'ONAC s'appuie également sur un réseau de délégués de la mémoire combattante mêlant textes, poèmes et dessins, les enfants racontent le parcours de ce soldat. A la fin de l'année, un jury national établit le palmarès et décerne les prix. En 2008, le concours a été remporté par une classe de l'école élémentaire de Harthouse, à Haguenau (Bas-Rhin), qui a retracé le destin de deux frères alsaciens appelés à se battre sous l'uniforme allemand. *« La qualité de la réflexion de ces enfants sur un sujet aussi complexe est impressionnante. Ils ont bien mis en lumière le particularisme de l'Alsace, alors annexée par l'Allemagne »,* précise Céline Plantier.

Pour aborder 14-18 dans les classes, l'ONAC s'appuie également sur un réseau de délégués de la mémoire combattante

Le Secrétaire d'Etat à la Défense : "Les Européens attachent une très grande importance à la mémoire de 14-18"

Le 90^e anniversaire de l'Armistice de 1918 sera commémoré pendant la présidence française du Conseil de l'Union Européenne.

Une dimension européenne va-t-elle être donnée aux cérémonies nationales du 11 novembre ?

La dimension internationale et plus spécifiquement européenne de la Première Guerre mondiale est l'une des trois orientations principales que j'ai souhaité retenir pour ce 90^e anniversaire de l'Armistice de 1918. Afin d'insister sur ce phénomène d'euro-péanisation de la mémoire de 14-18, j'ai convié mes homologues européens à une réunion de travail sur les enjeux de mémoire liés à la Grande Guerre et à l'identité européenne en construction. Notre entrevue a lieu les 9 et 10 novembre prochain à Mulhouse et sur le site de l'Hartmannswillerkopf, en Alsace, pour une prise d'armes européenne.

A noter également que pour la cérémonie du 11 novembre, que présidera le chef de l'Etat Nicolas Sarkozy, les Européens seront à l'honneur, avec la participation du président de la Commission européenne José Manuel Barroso, du président du Parlement

européen Hans-Gert Pöttering, du Prince de Galles et du Grand duc de Luxembourg Henri de Nassau.

Vous vous êtes déplacé dans plusieurs pays européens dans le cadre de cet anniversaire et plus précisément dans les Balkans.

Comment cette région de l'Europe aborde-t-elle cet anniversaire ?

Je me suis rendu, au mois de septembre, sur les champs de bataille du front d'Orient, en Grèce, en Serbie et en Macédoine. De façon générale, j'ai pu constater dans mes différents déplacements en Europe combien les Européens attachaient une très grande importance à la mémoire du premier conflit mondial, dont ils souhaitent être pleinement partie prenante. Il est important que nos compatriotes sachent que ce conflit ne s'est pas seulement déroulé sur les champs de bataille de l'Europe de l'Ouest. A titre d'exemple, on peut rappeler que la Serbie a perdu 278 000 hommes. Les Balkans attachent eux aussi une grande importance au souvenir de ces événements, qui leur permettent de s'inscrire dans une « longue durée » européenne.



Cinquantième anniversaire de la bataille de Verdun, le 28 mai 1966. Pour la première fois, le général De Gaulle parle de réconciliation franco-allemande.

tante répartis dans 100 services départementaux. Licenciés d'histoire, ces délégués s'efforcent de valoriser l'histoire nationale et locale à travers des activités pédagogiques (expositions, témoignages, etc.).

« La mémoire n'est pas l'apanage du ministère de la Défense, même s'il est souhaitable qu'il en reste le coordonnateur, celui qui donne du sens ; les associations, les collectivités locales et territoriales, les offices de tourisme jouent un rôle croissant dans la commémoration de 14-18 », intervient Serge Barcellini. Associations de reconstitution historique et promenades guidées sur les champs de bataille sont en plein essor. Moyens ludiques et pédagogiques pour lutter contre l'oubli. ■

Arnaud Hunter-Rousselle

www.defense.gouv.fr/1918_2008

Site spécial créé par le SGA/ DMPA à l'occasion du 90ème anniversaire de l'armistice de 1918.

www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr

Site géré par le SGA/ DMPA sur lequel on peut retrouver des informations concernant les 1 500 000 soldats « Morts pour la France ».

www.cheminsdememoire.gouv.fr

Site géré par le SGA/ DMPA qui permet au public de se renseigner sur le patrimoine historique et des lieux de mémoire répartis sur l'ensemble du territoire national.

www.sepulturesdeguerre.sga.defense.gouv.fr

Site géré par le SGA/ DSPRS permettant de savoir dans quels nécropoles nationales ou carrés militaires sont enterrées les personnes décédées lors des conflits contemporains.

www.defense.gouv.fr/onac

Site de l'Office nationale des anciens combattants et victimes de guerre.

La grande importance à la mémoire du premier conflit mondial

Pour ces pays cette mémoire est sans doute aujourd'hui un passeport pour l'Union européenne.

Vous avez rencontré le dernier poilu aux Etats-Unis. Quel souvenir en gardez-vous ?

J'ai effectivement eu la chance de remettre à Franck Buckles, dernier vétéran américain de la première Guerre mondiale, les insignes de chevalier de la Légion d'Honneur. Je garde de cet événement un souvenir ému. Mon déplacement à Washington a été l'occasion de rappeler également l'engagement américain dans la Grande Guerre, à partir de 1917. Nous avons oublié que les Américains étaient 2 millions en France en décembre 1918. Et nous avons également oublié que beaucoup de ces jeunes soldats furent formés et équipés par des hommes et du matériel Français. C'est la France qui a fourni aux Américains de l'artillerie et des tanks pour combattre en France en 1918. ■

Propos recueillis par la rédaction



Jean-Marie Bockel et un membre de l'Association des gardes d'honneur du cimetière de Notre-Dame de Lorette.

Ces champs paisibles furent, il y a 90 ans, les témoins de combats acharnés. Des passionnés de cette époque revisitent les lieux pour ne pas oublier. Ces rendez-vous sont à l'origine de l'essor de ce que l'on appelle le tourisme de mémoire.



L'association La cavalerie de la bataille de la Marne, avec le soutien du Haut Conseil de la mémoire combattante, organise des marches commémoratives.

Dans un paysage dévasté, un groupe de soldats allemands avance prudemment. Ils s'apprêtent à pénétrer derrière les lignes alliées pour gagner Epernay. Nous sommes au sud-ouest de Reims, le 16 juillet 1918. C'est le début de la deuxième bataille de la Marne. La veille, le commandement allemand a lancé l'offensive « *Friedensturm* » (assaut pour la paix). Objectif : franchir la Marne pour s'ouvrir les portes de Paris. Mais très vite ils se heurtent aux défenses alliées. S'engage alors un combat acharné...

Même lieu, même heure, quatre-vingt-dix ans plus tard. Là où serpentaient les tranchées et se hérissaient les barbelés, s'étend aujourd'hui le vignoble champenois. Au milieu des vignes,

un groupe d'amateurs d'histoire s'apprête à mettre leurs pas dans ceux des combattants qui écrivirent l'histoire de la Grande Guerre sur cette parcelle de terre. « *Raconter 14-18 sur le lieu même des événements en se déplaçant à pied d'un site à l'autre permet d'associer le plaisir de la marche et la passion de l'Histoire* », explique Henri Maurel, président de l'association « La cavalerie dans la bataille de la Marne », et organisateur de la randonnée du jour.

Ce parcours de la mémoire est le 26^e d'un calendrier de quarante marches commémoratives qui se déroulent depuis deux ans, en Champagne-Ardenne, en Picardie et dans le Nord-Pas-de-Calais. Chaque excursion rassemble des randonneurs de tous horizons. Érudits ou simples curieux, jeunes et vieux

Champs de mémoire



**« Ces marches
sont comme
un pèlerinage
sur les traces
de nos anciens »**

arparent la campagne en colonne. Carte d'état-major en main, ils suivent l'itinéraire d'une unité, ne s'arrêtant que pour écouter l'exposé d'un historien ou pour apprécier le paysage.

« Je suis très favorable à ce tourisme de mémoire, se réjouit Daniel Guy, maire de la commune de la Neuville-aux-Larris, dans la Marne. Ces marches sont comme un pèlerinage sur les traces de nos anciens, qui se sont battus pour que nous vivions dans un monde de paix. Cette guerre et ces soldats font partie de notre patrimoine commun. Il est de notre devoir de le faire vivre, et c'est le sens de cette initiative. » L'initiative a d'ailleurs retenu l'attention du Haut conseil de la mémoire combattante, qui a intégré ces randonnées historiques dans son programme de commémorations et auxquelles il a invité

les délégations militaires des pays engagés dans le conflit. « C'est enrichissant de venir ici et de découvrir à la fois l'histoire de la Grande Guerre et une région française, confie l'adjudant Andrea Melis, représentant de l'attaché de Défense italien en France. En Italie, nous sommes davantage concernés par le front ouvert contre l'empire austro-hongrois. Aussi, j'apprends beaucoup de choses sur ce qu'ont été les combats en France. »

Certains marcheurs viennent « en voisins », animés par la curiosité. « Ce qui me plaît dans ces ballades, c'est l'aspect historique, explique Philippe. On connaît l'histoire de 14-18, les dates des grandes batailles, les noms des généraux, mais on ignore l'histoire locale. C'est une manière pour moi de redécouvrir ma région. » Une région où la guerre a fait disparaître

des villages entiers de la carte.

Lors de ces randonnées, les marcheurs trouvent régulièrement des balles et des morceaux d'obus. « Une fois, on a retrouvé un obus de 75 intact ! raconte Henri Maurel. Lorsque cela se produit, nous notons son emplacement et le signalons aux gendarmes, qui se chargeront de les faire neutraliser. »

Ces balades historiques ont leurs fidèles, qui n'hésitent pas à venir de loin pour y participer. « Dès que je peux, je viens suivre

ces cours d'histoire en plein air, raconte Dominique qui vit dans le Pas-de-Calais. 14-18 est une période qui me passionne. On comprend mieux l'Histoire sur le terrain, à l'endroit même de l'événement. »

À la fin de la journée, tous en savent un peu plus sur la Grande Guerre et se donnent rendez-vous pour une prochaine marche dans les pas des poilus. ■

Carine Bobbera

La deuxième bataille de la Marne

La deuxième bataille de la Marne marque un tournant dans la Grande Guerre. Les années de 1915 à 1917 se caractérisent par les tentatives infructueuses, allemandes comme alliées, de rompre avec la guerre de position, pour reprendre une guerre de mouvement. Durant les premiers mois de 1918, les Allemands sont offensifs et engagent des batailles de rupture. A partir du 18 juillet 1918, ce sont les Alliés qui, à leur tour, reprennent l'initiative et réussissent la percée.

DOSSIER

1918 // 2008

1914-1918,



1918 // 20 premier conflit mondial



1 - Artilleurs allemands. Photo retrouvée sur un soldat allemand en Champagne en 1915. L'armée allemande disposait d'artillerie puissante. (Maurice Branger - Roger-Viollet)

2 - Cavalier australien sur le front des Dardanelles en 1915. Les Australiens combattirent les armées turques. Associés aux troupes néo-zélandaises, ils furent aussi présents sur le front occidental et au Moyen-Orient. (Maurice Branger - Roger-Viollet)

3 - Des Canadiens fêtent la victoire, le 11 novembre 1918, à Mons, en Belgique. Les Canadiens s'illustrèrent notamment au cours de la bataille de Vimy (Pas-de-Calais) en avril 1917. (Roger-Viollet)



4 - Des fantassins français, en mai 1916, devant l'entrée d'une sape. Les sapes, qui servaient aussi d'abris, étaient des galeries creusées par les sapeurs sous les tranchées ennemies pour les faire exploser. (ECPAD)

5 - Un important contingent russe était basé à Mailly-le-Camp. Après la révolution d'Octobre, en 1917, les Russes quittèrent le front pour la jeune Union Soviétique. (ECPAD)

6 - Soldats britanniques dans une tranchée portant l'« assiette à soupe », le célèbre casque à bord évasé. (ECPAD)



7 - Les Américains débarquent le 25 juin 1917 à Saint-Nazaire, au cri de « Lafayette, nous voilà ! » Plus de 1 million combattront en France. (ECPAD)

8 - Tirailleurs sénégalais dans la Marne, en août 1916. Le terme désignait les soldats d'Afrique occidentale française, territoire correspondant aujourd'hui au Sénégal, à la Côte d'Ivoire, au Bénin, à la Guinée, au Mali, au Burkina-Faso, au Niger et à la Mauritanie. (ECPAD)

Situé dans la Somme, où se déroulèrent de durs combats, l'Historial de Péronne est le seul musée d'histoire comparée de la Grande Guerre. Pièces et témoignages de divers pays alimentent une réflexion pédagogique qui séduit chaque année 30 000 scolaires...



Les visites scolaires peuvent être préparées avec l'équipe pédagogique du musée.

Page de droite : une conception moderne, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du musée.

A. HUNTER-ROUSSELLE / DICOD

« **D**evant vous, l'uniforme bleu horizon, le symbole du poilu, qui fut porté par les troupes françaises de 1915 jusqu'en 1935, explique Jean-Jacques Damiens, professeur d'histoire-géographie au collège Jean-Rostand d'Auchy-les-Hesdin (Nord-Pas-de-Calais). Bande molletière, casque en acier, fusil, gamelles, l'un de vos aïeux a sûrement utilisé ce matériel. » Les élèves de 3^e écoutent attentivement les explications que leur donne leur professeur dans une salle de l'Historial de la Grande Guerre, à Péronne. Seul musée international d'histoire comparée sur ce conflit – les points de vue de tous les belligérants y sont « montrés » –, l'historial a élu pour site un des hauts lieux des combats : 1,2 million de soldats y trouvèrent la mort entre juillet et novembre 1916.

Disposés de part et d'autre de l'uniforme, des objets insolites attirent l'attention des jeunes visiteurs. « L'artisanat des tranchées..., précise Jean-Jacques Damiens. Les poilus réalisaient

de leurs mains toutes sortes d'objets du quotidien, comme cette canne en bois sculpté ou ce crucifix. Ils recyclaient tout ce qui leur tombait entre les doigts, du simple morceau de bois à la douille d'un obus d'artillerie. »

Certains élèves apprécient vivement cette façon d'aborder la guerre de 14-18. « J'approfondis mes connaissances, s'enthousiasme Marion, 13 ans. Ici, c'est plus concret qu'en classe. Je comprends mieux les raisons du conflit, ce qu'il se passait sur le front, la souffrance et le courage des soldats, les progrès de la médecine ou le rôle des femmes dans l'effort de guerre. » Stylo en main, les collégiens remplissent consciencieusement le questionnaire que leur professeur leur a remis au début de la visite. Ce questionnaire est élaboré, en fonction des classes en visite, par quatre professeurs des écoles qui constituent l'équipe pédagogique de l'historial. « Les enseignants prennent contact avec nous, explique Sébastien Lefevre. Nous concevons la visite avec eux, selon leurs besoins : libre, grou-

Musée pour comprendre

pée et guidée ou par petits groupes, avec des questionnaires. » Mais les enseignants peuvent aussi télécharger des dossiers thématiques depuis le site Internet de l'Historial. Très complet, le site contient des textes historiques concernant les pièces du musée et tout ce qui concerne son organisation.

Dans un souci pédagogique, le musée est constitué de cinq salles. « Nous avons choisi des thèmes illustrant chacun une période de la Première Guerre mondiale, explique Céline Persyn, chargée de communication à l'Historial. L'avant-guerre, la veille de la guerre, 1914-1916 ou l'entrée en guerre, 1916-1918 ou la guerre totale et, enfin, l'après-guerre. » Cependant, l'originalité du musée de Péronne réside dans la diversité des sujets exposés. « Nous ne présentons pas seulement la vision franco-française de la guerre, commente Céline Persyn. Nous la confrontons aux points de vue d'autres nations engagées dans le conflit. Des historiens comme l'Allemand Gerd Krumeich, professeur à l'université de Dusseldorf, par exemple, ont participé à la création de l'Historial. En outre, nous ne nous limitons pas à la présentation des combats, nous traitons également des questions sociales, économiques ou politiques de l'époque. » Dans la salle consacrée à la période 1914-1916, le visiteur peut ainsi découvrir des affiches de la campagne de recrutement de l'armée britannique. L'une d'elles en appelle à la responsabilité du citoyen : on y voit un soldat souriant avec ce titre « He's happy and satisfied. Are you ? » (« Il est content et satisfait. Et vous ? »).

« Même si je suis plus sensible à la seconde guerre mondiale parce que l'un de mes grands-pères y a combattu, grâce à ce musée, je me sens proche de ce qu'il s'est passé il y a quatre-vingt-dix ans », confie Marie, 14 ans.



Deux heures après avoir poussé les portes de l'Historial, les élèves en sortent avec leur questionnaire, qui sera corrigé en classe. « Je suis satisfait de notre visite, estime Jean-Jacques Damiens. Je suis sûr que mes élèves auront appris plein de choses aujourd'hui durant cette visite. »

Arnaud Hunter-Rousselle

L'alliance du passé et de la modernité

Réalisé à l'initiative du Conseil général de la Somme, grâce à des fonds européens, nationaux, l'Historial de la Grande Guerre est ouvert depuis 1992. Installé château médiéval de Péronne, il offre une surface d'exposition totale de 1 800 m². Chaque année, il accueille plus de 70 000 visiteurs, dont 30 000 scolaires, venus découvrir sa collection de 50 000 objets et documents d'archives.

Expo photos et œuvres de paix

Jusqu'au 14 décembre, l'Historial propose deux expositions de photos contemporaines sur le thème de la première guerre

mondiale et du souvenir : « Stèles », de Patrick Tourneboeuf, et « Cicatrices », de Jean Richardot. L'Historial présente également une installation d'« œuvres de paix » réalisées par des élèves des écoles primaires et collèges de l'Est de la Somme.

Informations pratiques

Site Internet : www.historial.org

Historial de la Grande Guerre

Château de Péronne, place André Audinot, 80200 Péronne

Tél : 03 22 83 14 18.

Un poilu bleu-horizon

En août 1914, les troupes françaises entrent en guerre vêtues d'un uniforme aux teintes bleu marine et rouge garance hérité de la guerre de 1870. Si les Allemands avaient renoncé à leurs anciens uniformes voyants au profit d'un modèle vert de gris (Feldgrau) dès la fin du xix^e, le commandement militaire français se refuse à abandonner le pantalon rouge. Cet entêtement s'avérera tragique : lors des premières offensives, les soldats français, visibles de loin, sont massacrés par la mitraille allemande.

En novembre 1914, le ministre de la Guerre, Alexandre Millerand, décide de remplacer ces couleurs trop voyantes par une teinte bleu clair. C'est à partir d'avril 1915 que les militaires français recevront enfin leur nouvel uniforme de couleur gris-bleu, dit « bleu-horizon ».

Carine Bobbera

CASQUE D'ACIER DIT « CASQUE ADRIAN »

A partir de 1915, le képi en feutre est remplacé par un casque en acier, mis au point par l'intendant militaire Louis Auguste Adrian. Ayant constaté que le nombre de soldats blessés à la tête par des shrapnels ou des balles était relativement élevé, le haut commandement décide de créer un casque protecteur et léger (700g de tôle d'acier).

CAPOTE EN DRAP BLEU HORIZON

Le fantassin porte autour du cou la cravate réglementaire en coton bleu clair, appelée dans l'argot des poilus « calicot ». Les écussons de collet nous indiquent qu'il appartient au 322^e régiment d'infanterie. En dessous de la capote, il porte une vareuse.

L'ARMEMENT DU FANTASSIN

Il comprend plusieurs cartouchières et un fusil, le Lebel 1893, une arme de calibre 8mm, à répétition. Si les poilus apprécient sa précision et son confort de tir, ils lui reprochent la lenteur du chargement de son magasin à cartouches, et ses dimensions trop importantes et peu adaptées aux tranchées étroites. Avec la baïonnette, appelée familièrement « Rosalie », il mesure près d'1,90m.

LES BANDES MOLLETIÈRES

Au dessus des brodequins (les « godillots »), des bandes mollelières en drap de laine bleu horizon, entourent le mollet et empêchent le pantalon de remonter.



LE SAC À DOS

Surnommé barda ou as de carreau dans l'argot des poilus, le havresac peut atteindre 30 kg. Il contient du linge de rechange et des vivres dont une boîte de potage condensé, des légumes secs, du pain de guerre, une boîte de conserve de viande « le singe », 2l de vin, du café, de l'eau...

Arrimés sur le havresac, se trouve une couverture, un quart, une gamelle, un bouteillon (marmite militaire du nom de l'intendant Bouthéon qui l'inventa) pour le transport des aliments. Ainsi qu'un outil personnel comme une bêche, ou une pioche.

LES PETITS OBJETS DU POILU

Le tabac

Aussi appelé en argot le « Perlôt » ou le « gros Q ». Ce tabac à gros brins était distribué au soldat par la cantine dans un paquet cubique.

Le couteau de tranchée

Initialement destinés aux patrouilleurs et aux nettoyeurs de tranchées, le couteau de tranchée sera largement distribué à l'ensemble des soldats de première ligne pour le combat au corps à corps.

Nécessaire de couture

La pochette du nécessaire de couture contenait des fils, des aiguilles, un dé à coudre, des boutons et des crochets de rechange.

La plaque d'identité

Portée au poignet, elle était destinée à permettre l'identification des morts et des blessés. Elle indique le nom et le prénom, la classe, le bureau de recrutement et un numéro matricule.

Gamelle

Pelle

Marmite

Gourde



3 QUESTIONS À Jean-Yves le Naour

Docteur en histoire, Jean-Yves le Naour est un spécialiste de la Première Guerre mondiale et de l'entre-deux-guerres. Il vient de publier aux éditions Découvertes Gallimard « le Soldat inconnu, la guerre, la mort, la mémoire ».

Editions découvertes Gallimard.

111p., 12,50 €

D'où vient le symbole du « soldat inconnu » ?

Durant la guerre, le gouvernement français a cherché le moyen d'honorer les poilus à l'heure de la victoire. Evoquée dès 1915, l'idée d'un monument paraît faible pour rendre hommage à ceux qui meurent par centaines de milliers. Aussi, c'est en 1916, que née l'idée d'inhumer un soldat inconnu au Panthéon. Ce symbole permettra à la fois de donner un corps de substitution aux familles des portés disparus et de représenter le sacrifice de tous. Après quelques débats parlementaires le projet voit le jour le 11 novembre 1920, mais c'est l'Arc de triomphe, lieu ouvert, qui est choisi.

Le Soldat inconnu est-il toujours le symbole du héros mort pour sa patrie ?

Dans l'après-guerre, les anciens combattants étaient vus comme des héros, et honorés comme tels à travers le Soldat inconnu. Avec le temps, les commémorations se sont dépouillées de leurs oripeaux nationalistes et ont fait du Soldat inconnu, mort pour sa patrie, un symbole de paix. C'est au prix de ce renversement de sens, qu'il continue à parler aux peuples et œuvre pour une mémoire partagée, humaniste et réconciliatrice.

Comment expliquez-vous que la « passion commémorative » d'après guerre se soit essouffée ?

Je ne suis pas sûr que la commémoration du Premier conflit mondial s'essouffle. Certes, les cérémonies du 11 novembre ne rassemblent guère plus que des officiels autour du monument aux morts et nos concitoyens sont plus nombreux à considérer cette date comme un jour férié comme les autres. Mais les multiples initiatives (expositions, conférences...) qui ont lieu chaque année et particulièrement pour ce 90e anniversaire de l'Armistice sont la preuve de l'intérêt des français pour cette page de leur histoire.

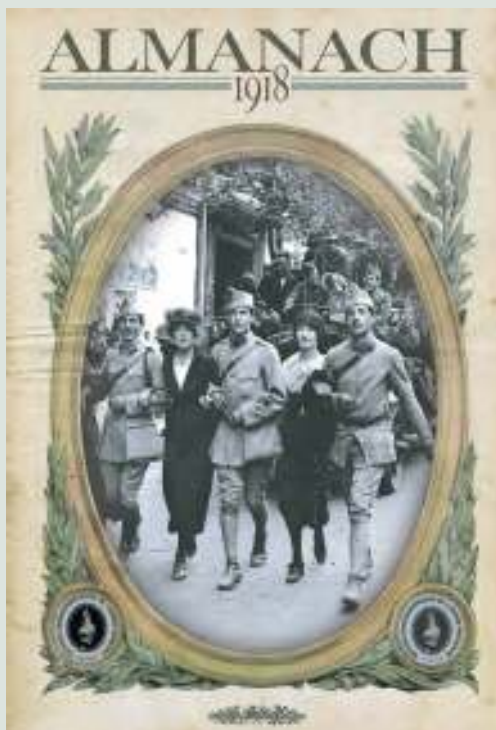
La Grande Guerre



Coffret « Le Film du Poilu »

Deux DVD constituent ce coffret. Le premier est composé de trois films de fictions d'époque qui dressent un portrait vivant du quotidien des poilus. Dans le deuxième DVD, se trouvent sept films d'archives, qui ont été choisis dans le fonds de l'ECPAD parmi les images filmées entre 1915 et 1921. Ces témoignages bruts sur la guerre de 1914-1918 sont restitués tels que rapportés par les opérateurs de la Section cinématographique des armées et comme les découvrit à l'origine le public

Réalisé en partenariat par l'ECPAD, le CNC et Gaumont Pathé Archives, 24,90€, sortie prévue en décembre 2008. Plus d'infos sur www.ecpad.fr

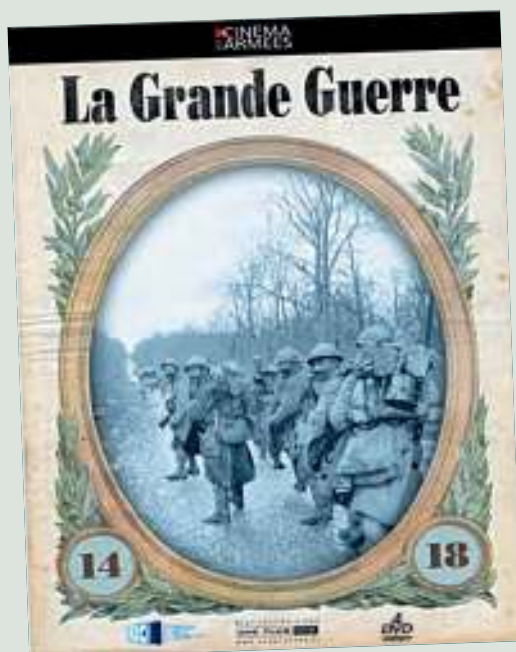


L'Almanach 1918

Cet ouvrage est une invitation, pour tous les passionnés d'histoire et amoureux de la photographie, à découvrir autrement la dernière année de la Grande Guerre. Très documenté, comportant de nombreuses cartes, cet ouvrage original fait entrer le lecteur dans la vie quotidienne des combattants, en mêlant textes d'historiens, dessins humoristiques, extraits du dictionnaire des Poilus... Le DVD, qui l'accompagne propose un choix de douze films d'actualités inédits.

David Sbrava, Edition ECPAD, 232 p., 24€. Plus d'infos sur www.ecpad.fr

EN KIOSQUE



Coffret « La Grande Guerre »

Ce beau coffret est composé de quatre DVD : « Ensemble, ils ont sauvé la France », « Une vie de Femme pendant la Grande Guerre », « Voilà les Américains ! », « Français et Roumains dans la Grande Guerre : la Mission du Général Berthelot ». Quatre documentaires qui reviennent sur des moments clefs de la Grande Guerre.

Réalisé par l'ECPAD, 24,90€, sortie prévue en décembre 2008. Plus d'infos sur www.ecpad.fr



1918, l'étrange Victoire

Près de 500 documents commentés par les meilleurs spécialistes de la Grande Guerre, nous permettent de mieux comprendre ce que vécurent et ressentirent les acteurs et les témoins de la victoire. Les auteurs de cet ouvrage se sont attachés à montrer, mois par mois, les perceptions du conflit, les espoirs pour un avenir meilleur, les mentalités de ceux qui font la guerre et de ceux qui la subissent.

Frédéric Guelton et Gilles Krugler, préface de Stéphane Audoin-Rouzeau et Gerd Krumeich, Coédition SGA/DMPA/SHD et Textuel, 185 p., 39€



La guerre est finie

Le dessinateur de presse Philippe Delestre, connu notamment pour ses dessins quotidiens à la une de *L'Est Républicain*, et l'écrivain Philippe Claudel, prix Renaudot 2005 pour son roman *Les Ames Grises*, sont à l'origine de cet ouvrage original. Associant les lignes pures des illustrations à la poésie des textes, ce livre rend hommage aux victimes de la guerre de 14-18, à la manière des conteurs de l'époque.

Philippe Delestre et Philippe Claudel, Editions Place Stanislas, 128 p. 19€.

11 novembre 1918

En s'appuyant sur 200 clichés souvent peu connus du grand public, les textes de l'historien Marc Ferro donnent du sens à l'évènement incroyable que fut le 11 novembre 1918. Des chemins de la victoire, aux naufrages des empires et à l'esquisse d'un monde nouveau, Marc Ferro retrace les derniers mois de la guerre, qui conduisirent à cette journée de liesse pour les uns et à une source d'amertume durable pour les autres.

Marc Ferro, Editions Perrin, 160 p., 25€



La performance **en série**

Les munitions doivent désormais intégrer le principe d'insensibilité aux agressions pyrotechniques et balistiques. Objectif : garantir un maximum de sécurité dans leur emploi, leur transport, leur stockage et leur démilitarisation. Nexter Munitions a présenté, les 15 et 16 octobre derniers, la première munition insensible produite en série avec le procédé dit de « coulé-fondu ».



ETBS / DGA

LU 211 IM « démilitarisée ». Le système de mise à feu a été désolidarisé du corps de l'obus et son contenu a été brûlé sans qu'il y ait eu explosion.

Debout au milieu de l'aire de tir, un exemplaire du nouvel obus de calibre 155 mm fabriqué par Nexter Munitions va subir l'impact d'une charge creuse analogue à celles contenues dans les roquettes du type de celles tirées par les RPG7, lance-roquettes utilisés notamment par les insurgés en Afghanistan. «... Trois... Deux... Un... Zéro !» A distance,

le directeur de tir déclenche la mise à feu de la charge creuse... Rien ne se passe : objectif atteint ! Avec une autre munition, l'impact sur l'obus aurait entraîné instantanément son explosion.

Pour les industriels, l'enjeu est aujourd'hui de produire des munitions, non seulement dont les performances soient maximales en termes opérationnels, mais aussi qui résistent aux agressions sévères que

constituent par exemple un incendie, un tir direct à l'arme lourde, l'impact d'une roquette ou même simplement l'onde de choc provoquée par un engin explosif. Devant des experts de 17 pays (dont la liste est confidentielle) des cinq continents, Nexter Munitions, filiale de Nexter Systems, a organisé une série de démonstrations de sa nouvelle munition d'artillerie sur le site de l'établissement technique de Bourges

de la Délégation générale pour l'armement (ETBS / DGA), les 15 et 16 octobre. Nom de code : LU 211 IM. Destinée aux canons de calibre 155 mm, elle équipera le nouveau canon français CAESAR (canon automoteur léger à roues), en cours de livraison à l'artillerie française. Elle a atteint le plus haut niveau de performance en matière d'insensibilité, répondant à tous les critères du Stanag 4439, édition 2, de l'Otan (*voir encadré*). Ce texte réglementaire fixe, pour l'Alliance atlantique, le cadre à appliquer aux munitions dite IM (*Insensitive Munition*), acronyme anglo-saxon correspondant à la norme française MURAT (munition à risques atténués).

L'innovation de Nexter tient, bien sûr, à la recette de fabrication de l'explosif XF (explosif fusible). « *Il y a de la tolite [TNT], de l'aluminium et bien d'autres choses,* concède Joël Zelverte. *La nature exacte de l'XF est le fruit de dix ans de recherche de nos bureaux d'étude, sa composition relève du secret industriel.* » Un secret industriel bien gardé qui donne à Nexter une avance de plusieurs années sur ses concurrents. Mais l'innovation réside aussi en ce que la LU 211 IM est la première munition classifiée IM produite en série selon le procédé du coulé-fondu. « *L'explosif est préparé dans une cuve chauffée progressivement jusqu'à une température comprise entre 80° et 100°. Le mélange est ensuite versé dans le corps des obus, qui subissent alors plusieurs étapes de refroidissement jusqu'à solidification complète du mélange avant obturation de la munition,* explique Joël Zelverte, directeur des affaires chez Nexter Munitions. *Le coulé-fondu est un procédé traditionnel de notre industrie. Nous pouvons ainsi produire des munitions IM très performantes sans avoir à investir lourdement dans un nouvel outil de production.* »

A 800 mètres du polygone de tir, dans des bunkers sécurisés, les experts commentent ce qu'ils viennent de voir avec les spécialistes de Nexter Munitions. « *Pour*

nous, la première chose était de vérifier que cette munition fonctionne bien pour ce à quoi elle est destinée : une explosion, confie le membre d'une délégation étrangère. Mais nous voyons aussi l'intérêt de cette munition en termes de sécurité. »

Durant sa vie, une munition est soumise à de nombreux déplacements. De l'usine au dépôt de stockage. Du dépôt au terrain d'entraînement ou au théâtre opérationnel

et, si elle n'est pas utilisée, retour dans un dépôt de munitions. Ainsi de suite jusqu'au jour de sa démilitarisation. Pour les transitaires civils ou les unités de logistique militaire, le transport et le stockage de ces munitions obéissent à des règles très strictes de sécurité. En France, le réseau des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) veille au respect de cette réglementation. ►





L. FRONTEAU / ECPAD

Les risques d'explosion d'un véhicule chargé d'obus lors d'une attaque sont réduits.

► «Après l'accident de l'usine AZF à Toulouse, en septembre 2001, les mesures de sécurité entourant le transport et le stockage de matières dangereuses ont été considérablement renforcées, souligne Thierry Bredy, directeur de la stratégie chez Nexter. Concernant le cas particulier des munitions de guerre, le travail des logisticiens s'est sérieusement compliqué. A cet égard, les munitions IM apportent une vraie solution. Lorsqu'une munition atteint le plus haut niveau d'homologation IM, ce qui est le cas de la LU 211 IM, peu importe le nombre de munitions à transporter ou à stocker. Le risque à gérer est celui de la détonation d'une seule munition. C'est très important, notamment dans les ports, par nature situés à proximité de zones habitées.» Pour une opération de transbordement de 500 obus de 155 mm classiques, le diamètre du périmètre de sécurité est de 800 mètres (norme Otan). Avec la munition LU 211, il n'est plus que de 244 mètres, soit une diminution de facteur 10 de la surface de la zone de danger. Sur un théâtre d'opérations, le transport des munitions est exposé à des risques d'une tout autre nature. «Les convois de munitions sont des cibles prioritaires pour l'ennemi, explique le lieutenant-colonel Rémi Chalmrin, de la Section technique de l'armée de terre (STAT). En cas d'attaque, on imagine l'effet dramatique sur le chargement d'un camion chargé d'obus, d'un tir direct

ou des éclats produits par la déflagration d'un engin explosif improvisé. L'obus LU 211 IM fait baisser considérablement le risque et augmente significativement la sécurité des troupes déployées en opérations.» Autre atout de taille, si une telle munition tombe dans les mains de l'ennemi, elle ne peut être utilisée comme charge d'appoint pour fabriquer un engin explosif improvisé (IED). «Pour faire un IED d'une

Que ce soit en opération, dans le cadre de dépollution post-conflit des munitions non explosées ou, sur le territoire national, lorsqu'il faut procéder à la démilitarisation d'une munition, les services spécialisés voient, eux aussi, l'intérêt et le gain potentiel de sécurité de ces munitions de dernière génération. «Des munitions comme la LU 211 IM seront beaucoup plus simples à démilitariser, précise le lieutenant Dhyser, de la sécurité civile. Par exemple, en zone urbaine, il est difficile d'envisager de pétarder une munition non explosée, ou même simplement de la déplacer. Dans le cas de la LU 211, on pourra opérer une découpe circulaire avec une petite charge explosive pour désolidariser le système de mise à feu du corps de l'obus, et neutraliser ainsi la munition.» Une opération inenvisageable avec un obus classique. Au terme de ces deux jours de démonstrations, la munition LU 211 IM semble promise à un bel avenir commercial. Son coût à l'achat, de 20 % plus élevé qu'une munition classique, ne semble pas un obstacle. «L'investissement financier de départ est plus important mais, si l'on envisage le coût global de la LU 211 IM sur une vingtaine d'années, sa durée de vie

Stanag 4439, la norme Otan

En ratifiant, en 1999, le stanag (standard NATO agreement) 4439 : « politique pour l'introduction, l'évaluation et l'expérimentation des munitions à risques atténués (MURAT) », la France s'est engagée à développer et mettre en service des MURAT chaque fois que possible et à soumettre toutes les munitions aux essais codifiés, comme le prévoit cet accord de l'OTAN.

Pour être validée, une munition MURAT doit subir six tests correspondant à six agressions sévères : incendie violent et brutal (850°C) ; élévation progressive pendant 40 heures de la température ambiante jusqu'à environ 200°C (effet collatéral d'un incendie violent) ; impact de balle ; onde de choc violente (explosion par sympathie) ; impact d'éclat lourd ; impact de munitions à charge creuse. Pour chaque test, le comportement de la munition est noté de I à NR : I. : détonation complète (il ne reste rien) ; II. : détonation partielle ; III. : explosion (la détonation est imparfaite. Les effets de la munition sont médiocres) ; IV. : combustion rapide avec production d'éclats ; V. : combustion rapide sans projection ; NR. : non-réaction. Ce n'est qu'à l'issue de ces tests que la munition peut recevoir le «label» IM.

LU 211 IM non explosée récupérée sur le terrain, il faudrait posséder une technologie nécessitant des moyens incompatibles avec la fabrication artisanale des IED qu'il nous arrive de déminer», explique le capitaine Lanet, spécialiste pyrotechnicien à l'état-major de l'armée de terre.

complète, il est de 10 % inférieur à celui d'une munition classique, affirme Joël Zelverte. Grâce à son niveau de sécurité beaucoup plus élevé, les coûts de transport et de stockage et celui de sa démilitarisation en fin de vie sont réduits. »

Stéphane Froidure

NOS COUPS DE CŒUR



Le destin d'un capitaine

1 film + 4 bonus
+ 1 livret

20 € TTC*

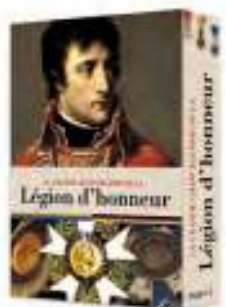
2 DVD vidéo - 2 h 30 min + 1 heure de bonus + 1 livret de 68 pages -
Pal 4/3 - Toutes zones - Dolby Digital
Réalisateur : Alain de Sédouy

La Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur

3 DVD

20 € TTC*

Les demoiselles de France, Les secrets du Palais, Les écuries du Prince
Coffret 3 DVD vidéo - 1 h 43 minutes - Toutes zones - Dolby Digital
Réalisateurs : Lucile Bellanger,
Éric Beauducel



La Garde Républicaine

4 films + 5 bonus
dont un concert au quartier
des Célestins

20 € TTC*

Double DVD vidéo - 2 h 53 minutes + 1 livret - Pal 16/9 - Toutes zones
Dolby Digital
Réalisateurs : Éric Beauducel,
Jean-Baptiste Lucchini



UN CORPS D'ÉLITE AU SERVICE DE LA FRANCE



La Légion vue par le cinéma des armées

4 films d'archive

15 € TTC*

DVD vidéo - 60 minutes - Pal 4/3 - Toutes zones - Dolby Digital
Réalisateurs : Pierre Schoendoerffer et André
Lebon, Georges Kowal, Jean-Marie De Heere,
Jacques Marcerou



Kolwezi, la part de la Légion + 1 bonus

15 € TTC*

DVD vidéo - 52 minutes + 12 minutes de bonus (Légionnaires parachutistes)
Pal 4/3 - Toutes zones - Dolby Digital
Réalisateurs : caporal-chef Frédéric Bouquet,
Éric Beauducel



Légionnaires parachutistes

49,50 € TTC*

476 pages - 392 photographies
Coédité avec L'esprit du Livre Éditions

L'ESSENTIEL DU LIVRE

La médecine militaire

Préface Max Gallo

25 € TTC*

Sous la direction de Éric Deroo
232 pages - 300 documents iconographiques
Coédité avec le Service de santé des armées



Des gardes suisses aux tirailleurs sénégalais

25 € TTC*

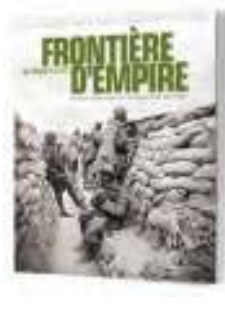
Sous la direction du lieutenant-colonel Denis Chevignard
224 pages - 283 documents iconographiques
Coédité avec le Groupement de transit et
d'administration du personnel isolé



Frontière d'Empire, du Nord à l'Est

49 € TTC*

Sous la direction de Pascal Blanchard, Nicolas Bancel,
Ahmed Boubeker, Éric Deroo
260 pages
Coédité avec Les Éditions La Découverte



À renvoyer, accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre de : l'agent comptable de l'ECPAD
ECPAD • Pôle commercial, département ventes - 2 à 8, route du Fort - 94205 Ivry-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 49 60 59 88 - Fax : 01 49 60 52 40 - ventes-archives@ecpad.fr - www.ecpad.fr

Mme, Mlle, M Prénom
Rue
Ville Code postal
Tél. E-mail

Désignation de l'article	Prix unitaire TTC	Quantité	Montant TTC
Total à payer			

Date :
Signature :

* Frais d'expédition offerts pour la France métropolitaine; autres destinations, nous consulter.
Conditions générales de vente disponibles sur www.ecpad.fr
Conformément à la loi informatique et Liberté du 6 janvier 1978 vous disposez d'un droit constant d'accès et de rectification aux informations vous concernant.
Les informations recueillies sont destinées à un usage interne.

A s s o c i a t i o n s

LES AILES BRISÉES : AIDES ET SOUTIEN



L'association "Les ailes brisées", organise trois jours de vente de bienfaisance au profit de ses activités d'entraide. Ces ventes auront lieu dans les salons Hoche le 2 décembre 2008 (de 14 h à 20 h), le 3 (de 11 h à 20 h) et le 4 décembre (de 11 h à 19 h), au 9 avenue Hoche, dans le 8^e arrondissement, à Paris. L'association a été créée le 15 mars 1926. Elle a été reconnue d'utilité publique en 1928 et association de bienfaisance en 1930. Elle a élargi son domaine d'action à toute l'aéronautique civile et militaire, englobant progressivement outre l'armée de l'air,

l'aviation commerciale, l'aéronautique navale, l'aviation légère de l'armée de terre, les aéro-clubs et les parachutistes civils et militaires (1980). L'association compte aujourd'hui plus de 4 600 membres : 2 579 membres de soutien et 2 049 bénéficiaires. Elle a pour but de dispenser une assistance morale et matérielle aux navigants et à leurs familles, d'honorer le souvenir des morts de l'aviation et du parachutisme et de grouper les anciens combattants de l'armée de l'air, les navigants et anciens navigants civils et militaires.

Les actions des ailes brisées sont de quatre types. L'association dispense des aides dans des circonstances difficiles (secours immédiats lors d'accidents aériens, prêts sociaux...). Elle soutient les pupilles (bourses d'étude, aides aux vacances...). Elle combat l'isolement de ses membres et met en œuvre des actions diverses (vente d'entraide, cérémonie du souvenir, devoir de mémoire). Elle diffuse un bulletin qui rend compte de ses activités en même temps qu'il concrétise le lien entre ceux qui soutiennent l'association et ceux qui bénéficient des actions de solidarité.



Renseignements :

Association

Les Ailes Brisées

Adresse postale :

5, rue Christophe Colomb

75008 Paris

Contact : 01 40 73 82 40

Fax : 01 40 73 82 48

Courriel : AILESBRISEES

@ailesbrisees.asso.fr

Site Internet :

www.ailesbrisees.asso.fr

AGENDA

LA PLUME ET LA BOUE

Jusqu'au 29 novembre, la bibliothèque municipale de Sarrebourg présente «La plume et la boue», une exposition sur les écrivains de la Grande Guerre : notices biographiques, portraits, ouvrages et extraits d'œuvres d'auteurs morts pendant le conflit ou de témoins des événements qui les racontèrent par la suite.
www.sarrebourg.org

1918 : FEU SUR PARIS

Jusqu'au 21 décembre, le musée du Chemin des Dames, à Oulches-la-Vallée-Foulon (Aisne), expose «1918 : feu sur Paris! La véritable histoire de la Grosse Bertha», ce canon géant conçu par les ingénieurs de la société Krupp. D'une portée alors inégalée (plus de 100 km), il fut mis en service par l'armée allemande au printemps 1918 et positionné dans le département de l'Aisne.
www.caverne-du-dragon.com

PIERREFONDS PENDANT LA GRANDE GUERRE

Jusqu'à janvier 2009, le château de Pierrefonds, dans l'Oise, rend hommage à la mémoire des combattants de 1918 à travers une exposition qui fait revivre les grandes heures de l'histoire du village, du château et des environs durant la guerre. Cette exposition du Centre des monuments nationaux réalisée avec le concours de la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DPMA) raconte la vie quotidienne des soldats : pendant leur repos et leurs activités artistiques et sportives. Elle propose au public une autre vision de ces événements, à travers des documents et objets de collection variés.
www.monuments-nationaux.fr

UNE GUERRE, DEUX VISAGES

Jusqu'au 31 janvier 2009, les archives municipales de Toulouse se proposent de confronter le regard singulier de Raoul Berthelé, officier au service météorologique de l'armée qui a photographié la Grande Guerre, à celui, plus officiel, des cartes postales éditées à Toulouse durant cette période. À travers des dispositifs vidéo, audio et stéréoscopiques, l'exposition met en valeur et redonne vie à ces clichés, établissant un dialogue entre les deux points de vue.
www.archives.mairie-toulouse.fr



CARREFOUR INTERARMÉES POUR LA RECONVERSION DES MILITAIRES ET L'EMPLOI DES CONJOINTS



Jeudi 27 novembre 2008 - 9h à 14h
École Militaire, 1 place Joffre - Paris 7^{ème}

200 recruteurs à votre écoute

(M) (B) *École Militaire*

(B) 28, 42, 68, 80, 82, 87, 92

Infos : 01 53 95 15 15

www.reconversion-militaire.fr

crédits photos : DDCO - SIPA / TERRY / WEB / JAU / CONTRASTES

Ils étaient 21 000 à s'être donné rendez-vous sur le Pont d'Iéna, dont huit membres de l'équipe de France militaire de cross. Parmi eux, Ruben Iidongo, légionnaire au 1^{er} Régiment d'Aubagne, qui termine sous les 60 minutes...

Au fil des ans, la compétition organisée par l'Association sportive et culturelle de l'armée de l'air est devenue un des grands rendez-vous de la course de fond.

20 km de Paris : les militaires c

« **D**ès le début de la course, il faut accrocher le groupe de tête pour rester au contact des meilleurs, explique le légionnaire de 1^{re} classe Ruben Iidongo, du 1^{er} Régiment étranger d'Aubagne. *C'est très tactique.* » Huit filles et garçons de l'équipe de France militaire de cross se sont alignés, le 12 octobre, au départ des 20 kilomètres de Paris. La compétition automnale organisée par

l'Association sportive et culturelle de l'armée de l'air (ASCAIR) est devenue, au fil des ans, un rendez-vous important dans le calendrier international des courses de fond. Un succès qui a attiré près de 21 000 participants, cette année.

À 10 heures, les coureurs se sont élancés du pont d'Iéna, face au Trocadéro, à l'assaut des rues parisiennes, direction le bois de Boulogne. « *Le début du parcours est très "rou-*

lant », raconte Samira Mezeghrane, soldat au 402^e Régiment d'artillerie de Chalons-en-Champagne. *Chacun essaye de se positionner dans la course.* » À la sortie du Bois, les coureurs prennent les quais et longent la Seine. Moment pénible pour certains. « *Les passages sous les tunnels de l'Alma et de la Concorde sont difficiles,* raconte le caporal chef Loïc Letellier, du 7^e bataillon de chasseurs alpins de Bourg-Saint-Maurice.



Une course dans la course

Le Conseil international du sport militaire (CISM) a profité des 20 kilomètres de Paris pour organiser, cette année, en partenariat avec le Centre national du sport de la Défense (CNSD) et l'Association sportive et culturelle de l'armée de l'air, un challenge régional de course hors stade. Six délégations militaires : Hollande, Lettonie, Pologne, Luxembourg, Maroc et France étaient donc présentes, le 12 octobre, au départ de la course parisienne. L'équipe de France militaire s'est distinguée en raflant toutes les premières places, tant en individuel que par équipe. Le CISM, créé en 1948, à l'initiative de la France et de la Belgique, compte aujourd'hui 131 membres. Sa mission est de développer des relations d'amitié par le sport et de contribuer ainsi à l'effort de paix international. Sa devise est « l'amitié par le sport ».

voiture! C'est génial!», raconte Loïc Letellier.

Dans les trois derniers kilomètres, certains coureurs craquent, et c'est là que la décision se fait. *«Les derniers mètres sont souvent décisifs, commente Ruben Iidongo, qui a réussi à se maintenir en tête de la course. Le corps commence à souffrir, on a mal partout, et pourtant il faut mobiliser ses dernières ressources pour le sprint final.»*

À l'arrivée, Ruben Iidongo termine la course avec un temps de 59 minutes et 5 secondes. Une belle performance qui lui vaut la dixième place au classement général des 20 km de Paris. Les cinq autres coureurs de l'équipe de France masculine se classent dans les 20 premiers. Quant aux deux filles, elles terminent dans les 15 premières. *«Ce sont de très bons résultats, je suis fier d'eux, d'autant que mes équipes ont surclassé les équipes militaires étrangères», commente le commandant Guillaume Bertheau, chef de la direction 'compétition haut niveau' au Centre national du sport de la Défense (CNSD). L'année prochaine, on y participera avec, je l'espère, une équipe aussi motivée que celle de cette année.»*

Carine Bobbera

s dans le Top 20

Descendre, remonter... ça casse le rythme. Et puis, ces longues lignes droites sur les quais sans repères, si ce n'est les Kenyans et les Éthiopiens loin devant, ça vous plombe le moral!» Massés derrière les barrières de sécurité, les Parisiens étaient venus en nombre pour soutenir les coureurs. Les organisateurs ont estimé que 30 000 spectateurs étaient présents tout au long du parcours. *«Ils étaient très chaleureux envers nous, confie*

Samira Mezeghrane. Regroupés au-dessus des ponts, ils nous encourageaient. Leurs cris et leurs applaudissements m'ont beaucoup aidée.» La tour Eiffel, le Louvre, le musée d'Orsay... Malgré les efforts intenses qu'ils avaient à fournir, les sportifs militaires ont été éblouis par la capitale. *«On a l'impression que Paris nous appartient, l'espace d'une course ! On peut profiter de l'architecture et des rues libérées de toute*



ALBERT HARLINGUE / ROGER-VIOLLET

Le wagon spécialement aménagé dans lequel fut signé l'armistice, en forêt de Compiègne, dans la clairière de la Rethondes. Le cessez-le-feu prendra effet la 11^e heure du 11^e jour du 11^e mois. Au premier rang, de gauche à droite, le contre-amiral anglais Hope, le général Maxime Weygand, l'amiral anglais Rosslyn Wemyss, le maréchal Foch et le capitaine de vaisseau anglais V. Marriott. Exposé aux Invalides, transféré à la Rethondes, le wagon sera emmené à Berlin en 1940, puis non loin de Weimar en 1945, où il sera brûlé sur l'ordre de Hitler.

Bonnes intentions et arrière-pensées des traités de paix

Il met fin à l'état de guerre et prépare l'avenir. Mais au moindre regain de tension, le traité de paix est accusé de tous les maux. Trop dur pour l'Allemagne selon les uns, pas assez selon les autres, celui de Versailles est considéré comme responsable des difficultés de l'après-guerre.

Tout traité de paix est le fruit d'un compromis, non seulement entre les signataires mais aussi à l'intérieur de chaque partie. Les intentions de ses auteurs, mus par la quête d'une paix durable, semblent le plus souvent parfaitement louables. Pourquoi, alors, l'Histoire offre-t-elle tant d'exemples de traités bafoués ? De celui que le pharaon Séti I^{er} signe avec les Hittites, à la fin du xiv^e siècle avant J.-C., à la « paix de Genève », censée mettre fin à la guerre d'Indochine, en 1954, la liste est longue de ces textes qui ont entériné de fausses paix.

Le traité n'est-il pas le reflet d'un équilibre toujours provisoire dans les relations internationales ? On lui prête souvent, rétrospectivement, des vertus qui le dépassent ; on le charge d'espairs qu'il ne peut satisfaire à lui seul. Aussi n'est-il pas surprenant de le voir jouer finalement le rôle de bouc émissaire aussitôt que les tensions ressurgissent.

Tel fut précisément, dès l'origine, le sort du traité de Versailles, signé le 28 juin 1919. Alors que la retraite en bon ordre de leur armée leur avait épargné une capitulation sans condition, les Allemands ont vu dans ce texte un « diktat » contraire au droit. La majorité des Français l'ont accueilli avec scepticisme ; quelques-uns l'ont même perçu comme un camouflet diplomatique qui aurait trahi une victoire militaire chèrement acquise en laissant subsister une Allemagne unifiée et encore trop puissante au sein d'une Europe morcelée, sans le contre-poids de l'Autriche-Hongrie. « Une paix trop douce pour ce qu'elle a de dur », selon la formule de



C. FIARD/DICOD

PIERRE JOURNOUD
chercheur au Centre d'études
d'histoire de la Défense (CEHD / SGA)

Jacques Bainville. Au contraire, les Français de gauche et les Britanniques, à l'instar de l'économiste John Keynes, l'ont jugé trop dur. Considéré comme responsable des difficultés de l'après-guerre, voire comme l'une des causes de la seconde guerre mondiale, le traité de Versailles semble n'avoir satisfait que ses signataires. Ceux-ci entendaient reconstruire, sur les décombres des empires austro-hongrois et ottoman, un système européen inspiré par l'idéalisme des principes de justice internationale et par le réalisme géopolitique.

L'inévitable prime au vainqueur

En réalité, le traité laissait pendants de multiples problèmes et en créait d'autres, en constituant des États selon l'inapplicable principe des nationalités (Pologne, Yougoslavie, Tchécoslovaquie) ou en négligeant de mettre en place, parallèlement à la Société des Nations, un organe de régulation qui eût permis d'apaiser les tensions provoquées par la contestation des nouvelles frontières en Europe.

Un traité de paix ne peut résoudre tous les problèmes qui ont justifié la guerre à laquelle il est supposé mettre fin. Il n'est, en définitive, que ce que les puissances qui l'ont signé veulent bien en faire, avec une prime inévitable au vainqueur. Il participe d'une construction en devenir qui, pour assurer un état de paix durable, suppose de la modération et une vraie philosophie politique, de la part des pays signataires en particulier. Comme Pierre Mendès-France se plaisait à le définir, un bon traité est avant tout le fruit d'une rencontre : celle des arrière-pensées. ■

Le livre du mois



3 QUESTIONS À Richard Labévière

co-auteur avec François Thual de
LA BATAILLE DU GRAND NORD A COMMENCÉ
Ed. Perrin, 252 p., 18 €

De plus en plus de livres sur le Grand Nord sont publiés. Qu'apporte le vôtre ?

Plutôt centrées sur les facteurs environnementaux, ethnographiques ou culturels, les analyses sur le Grand Nord intègrent rarement les dimensions géopolitiques et géostratégiques. Or, les perspectives d'exploitation de zones gazières et pétrolières et la découverte de gisements d'or, de diamants et autres minerais rares font de ce désert blanc un véritable trésor de la mondialisation. À partir de ce constat dressé avec le géographe et politologue François Thual, nous avons voulu commencer à combler ce déficit de pensée stratégique.

Quels sont les enjeux dans le Grand Nord ?

Ils sont environnementaux, économiques et stratégiques. En libérant de nouveaux passages maritimes, la fonte des glaces polaires rend ces ressources accessibles et reconfigure les grands axes de la communication maritime. À l'horizon 2020, voire 2010, le réchauffement climatique réorientera les flux des canaux de Panama et de Suez en rapprochant les mondes nord-américains et européens avec l'Asie pacifique.

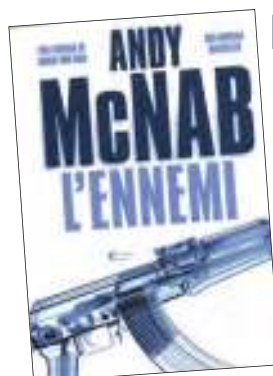
Les différends territoriaux pourraient-ils conduire à une bataille planétaire ?

La cartographie politique du Grand Nord est loin d'être stabilisée. L'extrême difficulté d'établir la superficie réelle des plateaux continentaux des pays concernés a contraint la communauté internationale à fixer à 2009 le délai de dépôt des dossiers litigieux en suspens. Les différends territoriaux entre les États-Unis, le Canada, le Danemark, la Norvège et la Russie ne cessent de se multiplier. Cette bataille planétaire – parce qu'elle représente la dernière « frontière » d'un monde intégré – ne prendra pas immédiatement la forme de conflits ouverts, mais elle mobilise déjà toute la panoplie du « softpower », dont disposent des grandes puissances.

Dictionnaire des télécommunications et de l'informatique appliquées à la Défense

Jean-Claude Laloire, traducteur-interprète et professeur dans l'enseignement militaire supérieur, vient d'achever ce dictionnaire français-anglais et anglais-français des termes utilisés dans les télécommunications civiles et militaires : transmissions radio, réseaux, téléphonie, télédétection, guerre électronique (et cyber-guerre). Il s'adresse en priorité aux étudiants de l'enseignement supérieur civil et militaire, ainsi qu'aux professeurs et aux professionnels.

Jean-Claude Laloire, éd. L'Harmattan, 460 p., 40 €



L'ennemi

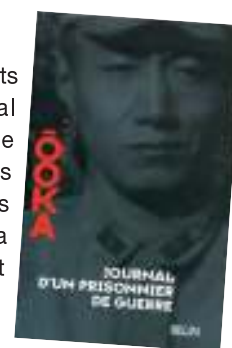
Nick Stone est un ancien opérateur du SAS, les services secrets britanniques. De retour à la vie civile, il sillonne l'Australie en camping-car et savoure une jeunesse retrouvée. Mais lorsque Charlie, l'ancien camarade du SAS, chez lequel il vient de passer une nuit, disparaît sans laisser d'explication, Nick se lance aussitôt sur ses traces, qui le mènent à Tbilissi, en Géorgie, ex-république soviétique traversée par un oléoduc d'une grande importance géostratégique...

Andy MacNab, éd. Nimrod, 334 p., 19, 50 €

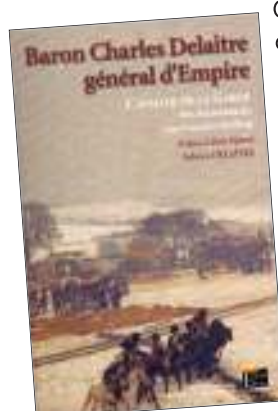
Journal d'un prisonnier de guerre

Shōei Ōoka est capturé le 25 janvier 1945 par deux soldats américains dans l'île de Mindoro. Ce journal autobiographique d'un prisonnier de guerre évoque l'effondrement des troupes nippones dans la guerre des Philippines, puis la vie des Japonais détenus par les Américains dans un camp sur l'île de Leyte. Shōei Ōoka (1909-1988) est l'un des plus importants romanciers et critiques littéraires japonais du xx^e siècle.

Shōei Ōoka, éd. Belin, 512 p., 25 €



Baron Charles Delaitre - général d'Empire



On connaît les généraux d'Empire Molitor, Lecourbe ou Pernety, mais qui se souvient de Charles Delaitre ? Passionné d'Histoire, le lieutenant-colonel Fabrice Delaitre publie cette biographie dédiée au lieutenant-général et baron Charles Delaitre après trois ans de recherches consacrées aux campagnes et aux états de service de cet officier qui compta parmi les plus éminents cavaliers de la garde de Napoléon I^{er}. D'Austerlitz, en 1804, aux combats sur la Bérézina, en 1812, l'auteur retrace la vie exaltante de ce général d'Empire oublié de l'Histoire.

Fabrice Delaitre, L'Esprit du livre éditions, 466 p., 27 €

Service historique de la Défense

• Les ministres de la Guerre, 1570-1792

Belin/SHD, 2007, 656 p., 16x24. ISBN : 978-2-7011-4505-1
Prix : 60 €

• L'état-major de l'armée de l'Air

Histoire administrative, 1934-2005

SHD, 2007, 248 p., 19,3x26. ISBN : 978-2-1109-6331-4
Prix : 14 €

• La puissance navale et militaire britannique en Méditerranée, 1840-1871

SHD, 2006, 498 p., 21x30. ISBN : 978-2-1109-6333-8
Prix : 23 €

• Le problème de la défense aérienne à l'heure de l'OTAN, 1949-1966

SHD, 2007, 198 p., 16x24, broché, illustrations N & B. ISBN : 978-2-1109-6327-7
Prix : 20 €

• Dictionnaire des gendarmes morts au cours de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)

Tome I : Gendarmes morts aux armées

SHD, 2008, 382 p., 16x24, cahier photos N & B. ISBN : 978-2-1109-6326-0
Prix : 18 €

• Une femme d'honneur au miroir des faits La féminisation de la gendarmerie (1983-2005)

SHD, 2008, 224 p., 16x24. ISBN : 978-2-1109-6324-6
Prix : 15 €

• Le grand exil, les Jacobites en France, 1688-1715

SHD, 2007, 704 p., 16x24. ISBN : 978-2-1109-6320-8
Prix : 30 €

Autres ouvrages disponibles :

- Gendarmes résistants (1940-1945) - 30 €
- Naissance et évolution du renseignement dans l'espace européen (1870-1940) - 20 €
- Les relations militaires franco-grecques (1828-1939) - 13 €
- La gendarmerie mobile à l'épreuve de mai 1968 - 15 €
- De Verdun à Saïgon, 1923-1954. Souvenirs du général Louis Beaudonnet - 17 €
- De nombreux numéros de la RHA depuis 1945

**Revue historique des armées, n° 252, 2008,
« Guerre et cinéma »**

Prix : 13 € + 3 € de frais d'expédition

Bon de commande à retourner au

SERVICE HISTORIQUE DE LA DÉFENSE

DPV/Publications - Château de Vincennes - Avenue de Paris - 94306 VINCENNES Cedex

Nom _____ Prénom _____

Adresse (livraison : préciser code d'entrée) _____

Téléphone (obligatoire pour livraison) _____

Commande _____ exemplaire(s) de _____

au prix de _____ € + frais d'expédition* soit un total de : _____ €

Joindre votre règlement par chèque bancaire ou postal en euros à l'ordre du : Régisseur du SHD
ou par carte bancaire VISA, EUROCARD, MASTERCARD :

_____ (cryptogramme)

valable jusqu'au ____ / ____ Nom du porteur _____ Signature obligatoire _____

*En France métropolitaine :

1 exemplaire = 5 €

2 exemplaires et plus = 8 €

*En zone euro (hors France métropolitaine) :

1 exemplaire = 7 €

2 exemplaires et plus = 11 €

*Étranger et hors métropole : nous contacter : diffusion-dpv@shd.defense.gouv.fr ou tél : + (33) 1 41 93 20 89 ou 23 40

Délais de livraison : 2 à 3 semaines

Retrouvez le catalogue des publications du SHD : www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr

Pas cher
et sur mesure,
le nouveau contrat
AUTO PASS de Marc a tout
pour être compétitif



Renseignez-vous au 0 820 809 809 (0,12€ TTC/mn), dans votre agence GMF ou sur www.gmf.fr

Assurément gagnant avec la GMF



La Garantie Mutuelle des Fonctionnaires et employés de l'Etat et des services publics et assimilés. Société d'assurance mutuelle. Entreprise régie par le Code des assurances - 45930 Orléans cedex 9 et ses filiales GMF Assurances et La Sauvegarde.